

# Observatoire de la prospective internationale de défense

## Rapport trimestriel

N° 6 - Avril 2014



Un projet réalisé par l'Institut de relations internationales et stratégiques (IRIS), la Compagnie européenne d'intelligence stratégique (CEIS) et Futuribles, pour la Délégation aux affaires stratégiques (DAS)

*futuribles*  
Veille, prospective, stratégie

  
**IRIS**  
INSTITUT DE RELATIONS  
INTERNATIONALES  
ET STRATÉGIQUES

  
**CEIS**

# SOMMAIRE

<b>Éditorial</b>	p. 3
<b>Sélection trimestrielle</b>	p. 4
• Afrique du Sud	p. 4
• Allemagne	p. 5
• Australie	p. 7
• Brésil	p. 8
• Canada	p. 9
• Chine	p. 11
• États-Unis	p. 12
• Inde	p. 16
• Royaume-Uni	p. 18
<b>Autres publications</b>	p. 21
<b>Focus</b>	p. 26
• États-Unis	
) <i>The Trillion Dollar Nuclear Triad: US Strategic Nuclear Modernization over the Next Thirty Years</i>	p. 26
) <i>The Future of the U.S. Intercontinental Ballistic Missile Force</i>	
• Inde	
) <i>Hemispheric Defense in the 21<sup>st</sup> Century</i>	p. 30
• Royaume-Uni	
) <i>Developments in the Gulf Region: Prospects and Challenges for India in the Next Two Decades</i>	p. 33
) <i>Empowering Europe's Future: Governance, Power and Options for the EU in a Changing World</i>	p. 37

# Éditorial

À l'occasion de sa récente visite en Europe, en pleine crise ukrainienne, le président des États-Unis, Barack Obama, déclarait à un journal néerlandais que l'OTAN restait « l'alliance la plus forte et la plus efficace de l'histoire de l'humanité » (*Volkskrant*, 24 mars 2014). Quelques jours plus tard, le président états-unien s'envolait pour le Moyen-Orient pour une visite officielle d'un autre de ses alliés, l'Arabie Saoudite, avec lequel les relations s'étaient passablement distendues ces derniers temps. Ces différents événements d'actualité entrent en résonance avec de nombreux travaux prospectifs recensés dans les rapports de l'Observatoire et portant sur la question des alliances internationales.

À quoi ressembleront les alliances militaires en 2030 ? Difficile de le dire avec précision si l'on s'en tient au contenu des rapports de prospective abordant le sujet. Moins que leur capacité à indiquer ce que seront ces alliances d'ailleurs — leur forme, leur nature, leur composition même —, ces rapports nous renseignent peut-être davantage sur les préoccupations des États dans lesquels cette question est examinée. Dans ce nouveau rapport de l'Observatoire, on constate que le sujet intéresse les centres de recherche indiens, qui évoquent tantôt la redéfinition des alliances de demain, tantôt les partenariats que le pays développe avec le Japon, la Corée du Sud, la Birmanie, les pays du Golfe, l'Afrique ou encore avec l'Organisation de coopération de Shanghai. S'il n'est pas toujours question d'alliance, et encore moins d'alliance militaire, dans tous ces travaux, ces derniers révèlent néanmoins une réelle préoccupation indienne pour les contours que cette forme de coopération prendra dans le futur.

La question se pose également chez des alliés traditionnels des États-Unis comme le Canada et l'Australie, qui observent les implications de la stratégie du « pivot » vers l'Asie initiée par l'administration Obama. Outre les centres de recherche australiens, le gouvernement s'est également interrogé, dans son dernier *Livre blanc sur la défense*, sur l'alliance avec les États-Unis. Si celle-ci continue de structurer la politique de sécurité australienne aujourd'hui, qu'en sera-t-il demain si l'Australie découvre qu'une coopération avec les puissances asiatiques se révèle plus favorable à ses intérêts ?

Enfin, la question intéresse également aux États-Unis, où nos précédents rapports font mention de nombreux travaux portant sur le futur de l'alliance États-Unis / Japon, des relations avec les alliés du Moyen-Orient ou de l'OTAN.

Ce qui prédomine dans nombre de ces rapports est cependant l'incertitude, liée à la difficulté à penser de manière prospective la question même des alliances au XXI<sup>e</sup> siècle. La prospective n'a en effet pas vocation à prédire l'avenir, ni donc, pour ce qui nous intéresse ici, à décrire comment se composeront les alliances de demain, mais à élaborer les futures configurations possibles de la scène internationale dans laquelle les alliances se déploieront, et ce à partir de l'étude de facteurs de changement (démographie, économie, capacités militaires, changement climatique, ressources, nouvelles puissances, redéfinition des menaces ; autant de thèmes par ailleurs présents dans ce rapport). À partir de ces configurations du futur, il est possible de suggérer des options d'alliances possibles, d'imaginer des scénarios. Toutefois, il faut garder à l'esprit que, pour penser les alliances de demain, il convient également d'intégrer le jeu des acteurs, et donc des variables de nature plus politique, sujettes parfois à des variations plus erratiques qui renforcent les incertitudes et justifient sans doute, d'autant plus, la réflexion par scénarios. ■

# Sélection trimestrielle

## Afrique du Sud

### RELATIONS INTERNATIONALES

Scénarios / Développement économique / Planification politique / Afrique du Sud

*Rapport de l'ISS, organisation africaine de recherche, conseil et formation dans le domaine de la défense et de la sécurité humaine en Afrique (fondée en 1991) • Méthode des scénarios • Horizon 2030*

**CILLIERS Jakkie**, *South African Futures 2030: How Bafana Bafana Made Mandela Magic*, Pretoria : Institute for Security Studies (ISS), *ISS Paper*, n° 253, février 2014, 36 p. URL : <http://www.issafrica.org/uploads/Paper253.pdf>. Consulté le 11 avril 2014

Cet article tente d'imaginer le futur de l'Afrique du Sud, à la suite de la mort de Nelson Mandela, à travers trois scénarios à l'horizon 2030. Dans le scénario tendanciel, l'Afrique du Sud conserve son statut de puissance africaine mais ne pèse pas réellement dans la balance régionale et encore moins dans les décisions mondiales. Le deuxième scénario, en revanche, dresse le portrait d'une Afrique du Sud ayant une vision claire et stratégique de son développement économique et humain. Enfin, le dernier scénario imagine un futur plus pessimiste : sans réel plan de développement à long terme, l'Afrique du Sud finirait par tomber aux mains des populistes. Dans ce scénario, le taux de chômage augmente fortement, tout comme la violence sociale.

### RESSOURCES STRATÉGIQUES

Gaz de schiste / Techniques d'extraction / Afrique du Sud

*Document rédigé conjointement, dans le cadre du programme African Futures, par l'ISS, basé en Afrique du Sud, et le Center for International Futures (Pardee Center), basé à Denver aux États-Unis • Pas de méthodologie ni d'horizon spécifiques*

**HEDDEN Steve, MOYER Jonathan D. et RETTIG Jessica**, *Fracking for Shale Gas in South Africa: Blessing or Curse?*, Pretoria : Institute for Security Studies (ISS), *African Futures Paper*, n° 9, décembre 2013, 12 p. URL : [http://www.issafrica.org/uploads/AF9\\_6December2013.pdf](http://www.issafrica.org/uploads/AF9_6December2013.pdf). Consulté le 11 avril 2014

Le moratoire fixé en 2011 sur l'attribution des licences d'exploitation des réserves de gaz de schiste ayant été levé, l'Afrique du Sud peut désormais organiser sa production. Les experts considèrent l'Afrique du Sud comme la huitième réserve mondiale de gaz de schiste, ce qui, pour un pays entièrement dépendant de la production de charbon, pourrait changer la donne. Cet article est le troisième d'une série visant à tester les hypothèses du plan national de développement de l'Afrique du Sud à l'horizon 2030 (NPD). Il analyse les conséquences, notamment environnementales, de l'exploitation du gaz de schiste en Afrique du Sud, et il évoque les techniques émergentes d'extraction de ce gaz non conventionnel, notamment le forage horizontal et la fracturation hydraulique.



Les méthodes de *human enhancement* permettent d'améliorer les performances humaines (résistance à l'épuisement, décuplement des forces ou des capacités de mémorisation, etc.) et sont susceptibles d'intéresser les forces armées. L'efficacité de la plupart des méthodes semble pour l'heure incertaine. Toutefois, la nécessité de surveiller si de telles méthodes vont être employées par les forces adverses ou alliées est essentielle, et la Bundeswehr doit être prête à faire face à une éventuelle confrontation ou collaboration avec des soldats utilisant ces techniques, afin de pouvoir réagir de façon appropriée. L'étude encourage la Bundeswehr à envisager l'utilisation des méthodes non invasives, c'est-à-dire les exosquelettes ou la stimulation transcrânienne. Ces technologies seraient prometteuses et opérationnelles d'ici 5-10 ans. Les considérations éthiques et morales sont cependant à prendre en compte, dans le cadre d'un débat au sein de la société allemande et de la Bundeswehr elle-même.

## RELATIONS INTERNATIONALES

Union européenne / Grande-Bretagne / Réformes / Renégociations

*Étude de la SWP, centre de recherche indépendant, spécialisé depuis plus de 50 ans dans les questions internationales et de sécurité, qui conduit des études notamment pour le Bundestag et le gouvernement fédéral allemand • Recommandations politiques et propositions adressées aux décideurs politiques allemands pour les négociations au sein de l'Union européenne • Horizon 2017*

VON ONDARZA Nicolai, *Großbritannien und die EU-Reform: Empfehlungen für den Umgang mit den britischen Forderungen an die Europäische Union [La Grande-Bretagne et la réforme de l'UE : recommandations pour gérer les revendications britanniques envers l'Union européenne]*, Berlin : Stiftung Wissenschaft und Politik (SWP), *SWP-Studie* n° 4, février 2014, 31 p. URL : [http://www.swp-berlin.org/fileadmin/contents/products/studien/2014\\_S04\\_orz.pdf](http://www.swp-berlin.org/fileadmin/contents/products/studien/2014_S04_orz.pdf). Consulté le 10 avril 2014

L'étude part du principe qu'il est dans l'intérêt de tous que la Grande-Bretagne reste dans l'Union européenne (UE). Pour cela, l'Allemagne et ses partenaires européens doivent privilégier des négociations constructives avec la Grande-Bretagne pour aboutir à un compromis sur une possible réforme de l'UE. La Grande-Bretagne réclame 1) une plus grande flexibilité avec la possibilité de nouveaux *opting-out* et de se retirer de certaines politiques intégrées ; ceci n'est pas compatible avec les valeurs de l'UE et les décideurs allemands doivent ici imposer une ligne rouge. Les négociations doivent en revanche être ouvertes sur 2) un approfondissement du marché intérieur, 3) une redéfinition des rapports entre États membres et non membres de la zone euro, 4) un réexamen des compétences et 5) une plus grande légitimation démocratique. Cependant, le maintien de la Grande-Bretagne dans l'UE ne doit pas se faire à n'importe quel prix et la priorité pour les Européens doit rester l'intérêt général de l'Union et son renforcement.

## Australie

### DÉFENSE ET SÉCURITÉ / RELATIONS INTERNATIONALES

Défense nationale / Inde / Capacités de projection de puissance / Océan Indien

*Shedden Paper du Centre for Defence and Strategic Studies rattaché à l'Australian Defence College • L'auteur est actuellement attaché de défense à l'ambassade d'Australie en France • Analyse des évolutions possibles de la posture stratégique et de la puissance indienne • Horizon 2025*

**GREEN Mark, *India's Military Modernisation: What Does it Mean for Australia?***, Canberra : Centre for Defence and Strategic Studies, *Shedden Paper*, décembre 2013, 49 p. URL : [http://www.defence.gov.au/adc/docs/Publications2014/Green%20paper%20\\_edited%20version\\_2.pdf](http://www.defence.gov.au/adc/docs/Publications2014/Green%20paper%20_edited%20version_2.pdf). Consulté le 11 avril 2014

La montée en puissance des capacités militaires chinoise et indienne, en particulier navales, a un impact important sur l'environnement sécuritaire de l'Australie. Dans ce contexte, le but de ce document est d'évaluer le poids que pourrait prendre l'Inde d'ici 2025 en fonction de la modernisation de ses équipements militaires. Après un rappel des orientations stratégiques de l'Inde depuis son indépendance, l'auteur analyse le processus de modernisation en cours et évalue les capacités potentielles qui en découlent. Suivant le niveau d'avancement de ce processus, il établit différents scénarios : 1) gendarme régional, l'Inde devient le principal acteur de la sécurité régionale ; 2) adjointe de sécurité, elle laisse aux États-Unis leur rôle prééminent dans la région ; 3) elle prend la tête d'une coalition comptant d'autres pays tels que le Viêt-nam, la Malaisie, l'Indonésie, que l'attitude de la Chine aura poussés à se rapprocher de l'Inde.

### DÉFENSE ET SÉCURITÉ / RELATIONS INTERNATIONALES

Voies maritimes de communication / Relations Chine-Inde / Lutte d'influence / Marine

*Article en cinq parties de Future Directions International, institut de recherche indépendant spécialisé sur les questions internationales liées à l'avenir de l'Australie • Analyse des stratégies navales chinoise et indienne • Pas d'horizon spécifique*

**HUGHES Lindsay, *Examining Sino-Indian Maritime Competition***, Perth : Future Directions International, *Strategic Analysis Paper*, décembre 2013-février 2014, 60 p. (au total). URL : [http://www.futuredirections.org.au/files/sap/FDI\\_Strategic\\_Analysis\\_Paper\\_-\\_09\\_December\\_2013.pdf](http://www.futuredirections.org.au/files/sap/FDI_Strategic_Analysis_Paper_-_09_December_2013.pdf) (seul le lien de la partie 1 est mentionné, voir directement sur le site <http://www.futuredirections.org.au> pour les quatre autres parties). Consulté le 11 avril 2014

Après examen des raisons qui poussent les deux puissances asiatiques à se doter d'une marine moderne — défense des intérêts économiques, volonté hégémonique, culture stratégique — l'auteur conclut que la Chine et l'Inde sont mues par une volonté d'affirmer leur puissance bien au-delà de leurs eaux territoriales. La croissance économique des deux pays leur permet de moderniser leur outil militaire rapidement, bien que l'Inde soit en retard, qualitativement et quantitativement, par rapport à la Chine. Cependant, la stratégie du collier de perles et l'attitude agressive de Pékin en mer de Chine du Sud poussent l'Inde à ne pas restreindre ses mouvements dans l'océan Indien à une attitude seulement défensive. L'auteur avance que la relation bilatérale tendue, le nationalisme et le chevauchement des aires géographiques considérées comme stratégiques peuvent donner lieu à

une compétition acharnée, voire à une course à l'armement. L'auteur recommande une attitude proactive dans la mise en place d'un dialogue.

## RELATIONS INTERNATIONALES

Asie-Pacifique / Coopération bilatérale / Enjeux de sécurité régionaux

*Rapport préparé par l'ASPI (Australie) et le CIGI (Canada) en vue du forum « Australia-Canada Economic Leadership 2014 » de Melbourne • État des lieux • Pas d'horizon spécifique • Recommandations politiques*

**EDWARDS Leonard et JENNINGS Peter (sous la dir. de), *Facing West, Facing North: Canada and Australia in East Asia***, Barton / Waterloo (Ontario) : Australian Strategic Policy Institute (ASPI) et Centre for International Governance Innovation (CIGI), *Special Report*, janvier 2014, 64 p. URL : [http://www.cigionline.org/sites/default/files/Special\\_Report\\_2.pdf](http://www.cigionline.org/sites/default/files/Special_Report_2.pdf). Consulté le 11 avril 2014

Le déplacement du centre de gravité des affaires internationales de l'Occident vers l'Asie représente une opportunité pour le Canada et l'Australie. Se basant sur les intérêts communs et les similarités entre les stratégies mises en place, ce document tente de dégager des axes de coopération entre les deux pays pour renforcer leur action dans la région Asie-Pacifique. Partant du constat que les puissances asiatiques entretiennent des relations tendues à cause de revendications territoriales et du poids historique des conflits, les recommandations sont principalement des mesures de *confidence building* que pourraient promouvoir les deux pays : partage d'informations dans la lutte contre la criminalité organisée, l'assistance humanitaire ou l'aide au développement. En parallèle, les auteurs préconisent une coopération militaire et industrielle de défense accrue pour capitaliser sur les réformes effectuées et les grands programmes d'armement, en vue notamment du remplacement des flottes de surface et sous-marine.

## Brésil

### DÉFENSE ET SÉCURITÉ

Brésil / Cyberdéfense / Questions stratégiques

*Rapport réalisé dans le cadre de la XIII<sup>e</sup> Rencontre nationale des études stratégiques (XIII ENEE), sur « Le secteur cybernétique brésilien : contexte actuel et perspectives », parrainé par le secrétariat des Affaires stratégiques de la Présidence de la République (SAE/PR), les 26 et 27 septembre 2013 • Présentation générale du concept de cyberdéfense • Pas de méthodologie ni d'horizon spécifiques • Recommandations dans le domaine de la cyberdéfense*

**COLLECTIF, *O setor cibernético brasileiro: Contexto atual e perspectivas [Le secteur cybernétique brésilien : contexte actuel et perspectives]***, Rio de Janeiro : Secretaria de Assuntos Estratégicos (secrétariat aux Affaires stratégiques), septembre 2013, 44 p. URL : [http://issuu.com/sae.pr/docs/xiii\\_enee\\_seguranca\\_cibernetica/9?e=1151524/6700440](http://issuu.com/sae.pr/docs/xiii_enee_seguranca_cibernetica/9?e=1151524/6700440) Consulté le 11 avril 2014

Ce rapport a pour objectifs principaux de promouvoir la réflexion sur les questions stratégiques du pays, afin de développer des politiques publiques plus efficaces ; et de réunir

les civils et les militaires autour d'intérêts nationaux. Il souligne que les systèmes d'information et de communication constituent un moyen d'essor économique (selon des travaux de l'Union internationale des télécommunications de 2013, une utilisation intensive des moyens de communication augmenterait la productivité de 2,6 %, et le produit intérieur brut de 3,2 % en moyenne). Mais la cybernétique peut aussi avoir des conséquences négatives, comme en témoigne l'affaire Stuxnet. Ainsi, à la suite de récentes attaques contre les entreprises et le gouvernement brésiliens, la cyberdéfense est devenue un enjeu stratégique pour le pays. Tout au long de cette 13<sup>e</sup> rencontre ENEE, cinq jurys, composés de représentants ministériels et d'officiers militaires, ont délibéré sur les principales mesures à prendre pour améliorer la sécurité et la défense de l'espace virtuel brésilien : développer la coopération entre la cyberdéfense et les institutions politiques (notamment Affaires étrangères et Défense nationale) ; améliorer les systèmes de protection contre les cyberattaques ; augmenter la main-d'œuvre qualifiée ; et enfin, élément fondamental, développer les investissements dans la cyberdéfense.

## RELATIONS INTERNATIONALES

Brésil / Démocratie / Société civile

*Étude prospective exploratoire de Reos Partners, entreprise qui aide les organisations publiques et privées à comprendre les évolutions sociales • Consultation d'experts et de professionnels sous la forme d'interviews, d'ateliers de travail et d'écriture • Scénarios • Horizon 2023*

**BOJER Mille, *Looking to the Future for Brazilian Democracy*, São Paulo : Reos, 24 février 2014. URL : <http://reospartners.com/news-view/838>. Consulté le 11 avril 2014**

La société civile brésilienne traverse une période de transition et d'incertitudes, caractérisée à la fois par un développement économique rapide, et par de nouvelles attentes et pratiques des citoyens. C'est dans ce contexte qu'a été lancé, en 2013, le projet « Société civile 2023 » avec des représentants d'organisations de la société civile, de mouvements sociaux, du gouvernement, du secteur privé et d'universités. Ils ont participé à des interviews, des ateliers de travail et d'écriture qui ont abouti à la rédaction de quatre scénarios. Le premier scénario décrit une société civile très influencée par les marchés économiques, et une administration publique très bureaucratique, un contexte défavorable à la défense des intérêts non économiques. Le deuxième scénario envisage une généralisation des bonnes intentions concernant la défense des droits des individus, qui ne se traduisent pas dans les faits. Le troisième est marqué par un retour des valeurs traditionalistes et conservatrices. Enfin, le quatrième se caractérise par une meilleure coopération entre les acteurs publics, privés et la société civile.

## Canada

### DÉFENSE ET SÉCURITÉ

Questions stratégiques / Nouvelles orientations de la défense / Sécurité nationale / Canada

*Étude du CDA, organisme caritatif non partisan, rédigée par deux experts de la politique étrangère et des forces armées canadiennes • But : décrypter les intérêts canadiens sur tout le spectre des questions stratégiques • Pas de méthode ni d'horizon spécifiques • Recommandations politiques*

**DE KERCKHOVE Ferry et PETROLEKAS George, *The Search for Leadership 2014: The Strategic Outlook for Canada*, Ottawa : Conference of Defence Associations (CDA) Institute, *Vimy Paper*, vol. 7, février 2014, 77 p. URL : <http://www.cdainstitute.ca/images/so2014.en.pdf>. Consulté le 11 avril 2014**

Ce document a pour but de fournir des recommandations politiques concernant les réformes à mettre en place pour l'outil de défense canadien. Ces recommandations couvrent toutes les zones d'intérêt pour le Canada (Amériques, Asie-Pacifique, Moyen-Orient, Afrique, Asie du Sud), ainsi que des questions transversales comme la cyberdéfense ou la prolifération nucléaire. Les auteurs recommandent l'élaboration d'une nouvelle édition de la *Canada First Defence Strategy*, rendue nécessaire par les évolutions du cadre géostratégique. Les conclusions sur l'influence des autres acteurs majeurs sont très critiques, l'Europe est qualifiée de « nain politique », la politique étrangère américaine est sapée par une politique intérieure « catastrophique », etc. La refonte de la politique étrangère doit prendre en compte les risques et les menaces non conventionnels comme le réchauffement climatique, la pollution, la raréfaction des ressources naturelles, afin d'établir des priorités stratégiques globales.

## DÉFENSE ET SÉCURITÉ

Budget de défense / Contraintes budgétaires / Transformation des forces armées / Sécurité nationale / Canada

*Étude du CDA, organisme caritatif non partisan visant à éclairer le débat public • Analyse du processus de transformation de l'outil militaire • Pas d'horizon spécifique • Recommandations politiques*

**PERRY David, *Doing Less with Less: Canadian Defence Transformation and Renewal*, Ottawa : Conference of Defence Associations (CDA) Institute, *Vimy Paper*, janvier 2014, 27 p. URL : <http://www.cdainstitute.ca/images/LesswithLessJan2014Perry.pdf>. Consulté le 11 avril 2014**

L'auteur constate que malgré les efforts menés pour transformer l'outil de défense canadien depuis 2010, les résultats se font attendre. Il explique ce manque d'efficacité par deux raisons principales : les mesures entreprises pour réduire le déficit public et un manque de cohérence politique et stratégique. Depuis la crise de 2008, les réductions budgétaires pour la défense ont engendré une baisse du niveau de préparation des forces, de leur disponibilité et une perte de certaines capacités. Cette perte d'efficacité opérationnelle est d'autant plus regrettable qu'elle ne résulte pas d'un processus stratégique mais d'une démarche purement économique. L'auteur préconise une réédition de la *Canada First Defence Strategy* qui fixerait clairement des priorités et des orientations stratégiques afin de guider les coupes budgétaires, car celles-ci pourraient avoir des conséquences à long terme sur la taille de l'outil militaire canadien, notamment la marine, alors que l'Arctique est une des priorités stratégiques du pays.

## DÉFENSE ET SÉCURITÉ

Capacités militaires / Base industrielle et technologique de défense / Méthode d'acquisition / Australie

*L'auteur est directeur des études de défense du Collège des forces canadiennes et du Collège militaire royal du Canada • Analyse des processus d'acquisition de l'Australie • Pas de méthode ni d'horizon spécifiques • Recommandations politiques*

**STONE Craig, *Prioritizing Defence Industry Capabilities: Lessons for Canada from Australia***, Calgary : Canadian Defence & Foreign Affairs Institute (CDFAI), *Policy Paper*, janvier 2014, 35 p. URL : <http://www.cdfai.org/PDF/PrioritizingDefenceIndustryCapabilities.pdf>. Consulté le 11 avril 2014

Constatant que le Canada et l'Australie présentent de nombreuses similarités politiques, culturelles et stratégiques, l'auteur analyse les effets des réformes australiennes dans la politique industrielle de défense pour émettre des recommandations sur les réformes à mener au Canada. Il préconise surtout une meilleure articulation de la politique de défense et de la politique industrielle pour permettre aux entreprises d'armement de développer les capacités militaires et industrielles adaptées aux besoins des forces armées canadiennes. Cela passe par la définition d'une vision stratégique à long terme pour aider les industriels à investir et à se concentrer sur les secteurs clés. L'auteur recommande une refonte du processus d'acquisition, car celui-ci est la source de surcoûts et d'inquiétudes pour les industriels. En effet, les entreprises participant à des appels d'offres peuvent se voir contraintes de céder leurs droits de propriété intellectuelle si un concurrent est choisi à l'étape suivante de la procédure.

## Chine

### RELATIONS INTERNATIONALES

Stratégie diplomatique / Nouveaux dirigeants chinois

*L'auteur est conseiller du gouvernement de Shanghai et ancien directeur du Shanghai Institutes for International Studies • Pas de méthodologie spécifique • Horizon 2024 • Recommandations politiques*

**YANG Jiemian**, « 站在新起点的中国外交战略调整 [L'ajustement de la diplomatie chinoise] », *World Outlook*, n° 1, février 2014, Shanghai Institutes for International Studies. URL : <http://www.faobserver.com/NewsInfo.aspx?id=9703>. Consulté le 11 avril 2014

Cet article présente l'évolution de la politique extérieure de la Chine de Xi Jinping. Tout d'abord, les nouveaux dirigeants mettent l'accent sur la diplomatie non politique (actions culturelles par exemple). Ensuite, la diplomatie chinoise est plus proactive : le gouvernement préfère prendre l'initiative plutôt qu'attendre une demande provenant de ses interlocuteurs étrangers. Enfin, concernant les querelles interétatiques, le gouvernement souligne l'importance de faire connaître la limite au-delà de laquelle la Chine jugera la situation intolérable, afin de clarifier le désaccord avec le pays opposé et d'éviter une dégradation de la situation. D'après le président Xi, les pays limitrophes sont prioritaires s'agissant des relations diplomatiques entre chefs d'État. La Chine doit établir avec la Russie des coopérations pragmatiques et promouvoir des échanges culturels. Les relations avec les États-Unis se focalisent sur les investissements bilatéraux et les échanges commerciaux. L'auteur recommande de renforcer la diplomatie non traditionnelle (changement climatique, ressources énergétiques...) et de participer plus activement à la Force de maintien de la paix des Nations unies. Il propose également de réaliser, dans le cadre de partenariats stratégiques bilatéraux, des échanges sur la consultation sécuritaire et la coopération militaire, sans pour autant s'aligner militairement.

## RELATIONS INTERNATIONALES / RESSOURCES STRATÉGIQUES

Surpopulation / Croissance économique / Consommation d'énergie / Pollution / Chine

*Étude financée par l'Academic Divisions of the Chinese Academy of Sciences dans le cadre du projet « Promouvoir la construction d'une civilisation écologique » • Pas de méthodologie spécifique • Horizon 2024-2034 • Recommandations politiques*

LUI Yi et YANG Yu, « 中国人口、资源与环境面临的突出问题及应对新思考 [Serious Problems and Countermeasures of China's Population, Resources, and Environment] », *Bulletin of Chinese Academy of Sciences*, n° 2, février 2014, p. 248-257, Chinese Academy of Sciences (Pékin). URL : [http://www.bulletin.cas.cn/ch/reader/view\\_full\\_html.aspx?file\\_no=20140213&flag=1](http://www.bulletin.cas.cn/ch/reader/view_full_html.aspx?file_no=20140213&flag=1). Consulté le 11 avril 2014

Cet article traite des problèmes liés à la démographie, à la surconsommation et à la dépendance aux ressources naturelles importées. Le vieillissement démographique et la surpopulation provoqueront, selon l'auteur, non seulement une hausse du taux de chômage mais aussi des pressions sur l'environnement. La consommation d'eau et d'énergie est 10 à 20 fois plus élevée en Chine que dans les autres pays développés pour produire 10 000 yuans de produit intérieur brut par habitant ; or, la quantité et la qualité des ressources hydriques posent problème dans 70 % des villes. Enfin, la Chine sera de plus en plus dépendante de ressources importées : en 2020, seuls 35 % du minerai de fer consommé en Chine proviendront des ressources du pays, de même que 33,7 % du plomb, 38,2 % du zinc, 27,4 % du cuivre et 27,1 % de la bauxite. L'article recommande, pour inciter les industriels à améliorer leur efficacité énergétique, que la quantité d'énergie mise sur le marché soit toujours inférieure à la demande pendant 10 à 20 ans ; de supprimer le tarif avantageux pour l'eau et l'énergie ainsi que les autorisations gratuites d'exploitation des ressources minérales ; de renforcer les réglementations antipollution ; d'inclure la qualité de l'environnement dans les critères d'évaluation des fonctionnaires ; d'interdire les déménagements d'usines vers les régions plus laxistes dans le contrôle de la pollution.

## États-Unis

### DÉFENSE ET SÉCURITÉ

États-Unis / Leadership technologique / Drones

*Rapport publié par le CSIS, société de conseil stratégique implantée à Washington, visant à renforcer l'influence des États-Unis • Recommandations et analyses • Horizon 2025*

BRANNEN Samuel J., *Sustaining the U.S. Lead in Unmanned Systems: Military and Homeland Considerations through 2025*, Washington, D.C. : Center for Strategic and International Studies (CSIS), février 2014, 28 p. URL : [http://csis.org/files/publication/140227\\_Brannen\\_UnmannedSystems\\_Web.pdf](http://csis.org/files/publication/140227_Brannen_UnmannedSystems_Web.pdf). Consulté le 11 avril 2014

Selon les auteurs de ce rapport, l'avantage pris par les États-Unis en matière d'armements et de technologies sans pilote pourrait bien faiblir dans les décennies à venir, faute de réelles mesures prises par les stratèges et décideurs politiques pour consolider cette avancée étatsunienne, d'autant plus que les opportunités pour tester ces systèmes vont se réduire suite au désengagement de l'armée américaine d'Afghanistan, et que les autres États du

monde investissent aussi dans ces systèmes. De plus, les drones peuvent également servir à la protection des États-Unis sur leur territoire, ou trouver des applications civiles dont il ne faut pas négliger l'intérêt économique. Le rapport fournit donc une analyse de risques et des recommandations à l'attention des politiques à l'horizon 2025.

## DÉFENSE ET SÉCURITÉ

Royaume-Uni / Recherche / Technologie

*Étude publiée par RAND Europe, une organisation à but non lucratif rattachée à la RAND Corporation, faite à la demande du Royaume-Uni en janvier 2013 • Analyses, anticipations et recommandations • Méthodologie basée sur des approches qualitatives et quantitatives • Horizon 2035*

**PENNY Maryse, HELLGREN Tess et BASSFORD Matt, *Future Technology Landscapes: Insights, Analysis and Implications for Defence. Final Report***, Santa Monica / Cambridge (UK) : RAND Corporation / RAND Europe, 5 décembre 2013, 128 p, URL : [http://www.rand.org/content/dam/rand/pubs/research\\_reports/RR400/RR478/RAND\\_RR478.pdf](http://www.rand.org/content/dam/rand/pubs/research_reports/RR400/RR478/RAND_RR478.pdf). Consulté le 11 avril 2014

Cette étude repose sur une approche prospective et entend étudier et présenter les technologies d'avenir pouvant intéresser les milieux de la défense et de la recherche, ainsi que les options que les pouvoirs publics pourraient développer pour favoriser l'émergence de champions industriels et technologiques. Ce travail résulte d'une demande faite par le ministre de la Défense britannique en janvier 2013, qui souhaitait disposer d'un aperçu sur les technologies d'avenir. L'étude est divisée en huit chapitres, présentant la méthodologie employée, les objectifs, l'environnement de la recherche, et les relations entre recherches civiles et recherches militaires, les technologies émergentes dans la défense, les industries additives (impression 3D...), les environnements artificiels, puis des chapitres comportant des synthèses et des recommandations.

## DÉFENSE ET SÉCURITÉ

États-Unis / Défense / Drones et systèmes automatisés / Cyberdéfense

*Dossier publié au sein du Center for a New American Security, qui souhaite développer des stratégies de puissance et de pragmatisme au profit de la défense des États-Unis • Hypothèses et recommandations • Pas d'horizon spécifique*

**WORK Robert O. et BRIMLEY Shawn, *20YY: Preparing for War in the Robotic Age***, Washington, D.C. : Center for a New American Security, janvier 2014, 44 p. URL : [http://www.cnas.org/sites/default/files/publications-pdf/CNAS\\_20YY\\_WorkBrimley.pdf](http://www.cnas.org/sites/default/files/publications-pdf/CNAS_20YY_WorkBrimley.pdf). Consulté le 14 avril 2014

L'augmentation des coûts en personnels et du coût moral des pertes de personnels pourrait mener les États-Unis à envisager un basculement dans une guerre technologique sans précédent. Les États-Unis, leurs alliés et leurs ennemis pourraient ainsi s'affronter, dans un avenir qui ne paraît pas si lointain, par l'intermédiaire de systèmes automatisés et sans pilote ou de munitions systématiquement guidées, alors que les technologies de cyberguerre sont désormais à la portée des acteurs étatiques comme non étatiques. Ce

rapport veut inciter les décideurs politiques à prendre la mesure de ces enjeux alors que la prééminence technologique et militaire des États-Unis s'érode, et les invite à déjà se préparer à cet avenir.

## DÉFENSE ET SÉCURITÉ

Chine / États-Unis / Technologie / Forces armées

*Article publié dans le Strategic Studies Quarterly (SSQ), journal participatif et collaboratif soutenu par l'U.S. Air Force, lequel s'attache à fournir de l'information générale aux personnels liés à la défense au niveau national comme international • Présentation généraliste des forces armées et des matériels chinois • Analyses et hypothèses • Horizon 2020-2025*

**WORTZEL Larry M.**, « *China's Military Modernization and Cyber Activities* », *Strategic Studies Quarterly*, printemps 2014, p. 3-22, Air Force Research Institute (Maxwell Air Force Base). URL : [http://www.au.af.mil/au/ssq/digital/pdf/spring\\_2014/wortzel.pdf](http://www.au.af.mil/au/ssq/digital/pdf/spring_2014/wortzel.pdf). Consulté le 14 avril 2014

Ce rapport se présente sous la forme d'un bilan, ou plutôt d'une actualisation des connaissances quant aux progrès effectués par la Chine dans ses efforts de modernisation de son armée. Sont ainsi détaillés les armements terrestres, navals et aériens dont la Chine dispose, mais aussi ceux sur lesquels cette dernière concentre ses recherches et dont les programmes devraient aboutir dans les années à venir. Cette analyse, qui concerne également les moyens « cyber » et les conséquences de l'espionnage économique chinois ou d'une dématérialisation de l'information vulnérable aux attaques de ce pays, a surtout pour objet d'éclairer les décideurs politiques et du privé sur les conséquences, économiques et politiques, à craindre d'une disproportion des forces en présence en Asie du Sud-Est entre la Chine et les États-Unis à l'horizon 2020.

## DÉFENSE ET SÉCURITÉ / RELATIONS INTERNATIONALES

Asie centrale / États-Unis / Relations internationales

*Rapport du SSI, le centre d'études stratégiques de l'Army War College des États-Unis • Issu d'une conférence annuelle de 2012 • Pas de méthodologie spécifique • Horizon post-2014*

**BLANK Stephen J. (sous la dir. de)**, *Central Asia after 2014*, Carlisle : Strategic Studies Institute (SSI) (U.S. Army War College), novembre 2013, 137 p. URL : <http://www.strategicstudiesinstitute.army.mil/pubs/download.cfm?q=1175>. Consulté le 15 avril 2014

Ce rapport rassemble des articles présentés lors de la quatrième conférence annuelle du SSI en 2012. Ils s'intéressent principalement à l'évolution des jeux de pouvoir à l'intérieur et à proximité de l'Asie centrale. Les auteurs insistent sur le fait que tous les États de cette région ont désormais un rôle à jouer dans son avenir, car ils sont à la fois capables et désireux d'agir au-delà de leurs frontières. Par ailleurs, le retrait annoncé des forces militaires occidentales en Afghanistan, notamment américaines, pourrait se traduire par l'entrée en scène de nouveaux acteurs comme la Russie ou la Chine. La question de l'évolution des forces étrangères en présence dans cette région et de leur poids militaire, mais aussi politique et économique, se posera donc de façon cruciale dans les années à venir.

## DÉFENSE ET SÉCURITÉ / RESSOURCES STRATÉGIQUES

États-Unis / Défense / Énergie

*Analyse du SSI, le centre d'études stratégiques de l'Army War College des États-Unis • Délivre de l'information et des analyses géopolitiques sur le monde entier intéressant les forces armées étatsuniennes • Étude prospective sur la décennie 2010*

**DENI John R. (sous la dir. de), *New Realities: Energy Security in the 2010s and Implications for the U.S. Military***, Carlisle : Strategic Studies Institute (SSI) (U.S. Army War College), janvier 2014, 47 p., URL : <http://www.strategicstudiesinstitute.army.mil/pubs/download.cfm?q=1194>. Consulté le 15 avril 2014

Ce document fait un état des lieux des évolutions de l'approvisionnement énergétique dans le monde, et de leurs implications pour les États-Unis et leurs armées. L'U.S. Army War College a réuni des experts politiques, universitaires, des militaires, des experts du secteur privé pour débattre en novembre 2013 des implications militaires des changements énergétiques ; le présent document rassemble les résumés de ces débats. Les sujets concernent les pays fournisseurs d'énergie comme les plus grands consommateurs susceptibles d'influencer les marchés et les évolutions technologiques, et couvrent de fait l'essentiel des pays d'Asie comme du Moyen-Orient. Les questions de défense balistique ou d'alliances sont aussi abordées.

## RELATIONS INTERNATIONALES

États-Unis / Moyen-Orient / Géopolitique / Influence / Stratégies

*Dossier publié au sein du Center for a New American Security, qui souhaite développer des stratégies de puissance et de pragmatisme au profit de la défense des États-Unis • Traite principalement de géopolitique • Hypothèses et recommandations • Horizon à une vingtaine d'années environ*

**STOKES Jacob, *After the Awakening: Future Security Trends in the Middle East***, Washington, D.C. : Center for a New American Security, janvier 2014, 14 p. URL : [http://www.cnas.org/sites/default/files/publications-pdf/CNAS\\_MiddleEastMegatrends\\_Stokes.pdf](http://www.cnas.org/sites/default/files/publications-pdf/CNAS_MiddleEastMegatrends_Stokes.pdf). Consulté le 14 avril 2014

Ce rapport est une analyse prospective des changements qui pourraient affecter le Moyen-Orient dans les années à venir. Les États-Unis devraient maintenir leur influence, mais sous une forme plus discrète et reposant davantage sur des partenaires locaux. Les États du golfe Persique sont soupçonnés de générer de l'instabilité au nom de confrontations religieuses, et les négociations avec l'Iran sur le nucléaire pourraient déboucher sur des scénarios de guerre régionale pour la destruction des complexes d'enrichissement, ou sur l'acceptation d'un Iran devenu puissance nucléaire. Les États-Unis n'ont fait que générer le rejet à leur égard par leur politique régionale basée sur la confrontation ; l'auteur suggère donc que le succès de la politique d'influence étatsunienne peut dépendre de la capacité de ce pays à canaliser les rivalités locales à son avantage. Le terrorisme perdurera en tant que menace, notamment via les étrangers venus s'enrôler en Syrie. Le problème israélo-palestinien pourrait s'aggraver si aucune concession n'est faite pour limiter les pressions d'une communauté sur l'autre. Enfin, les besoins énergétiques qui vont s'exprimer dans la région devraient amener les États-Unis à se confronter aux Européens et aux Russes sur les marchés d'approvisionnement régionaux.

## Inde

### DÉFENSE ET SÉCURITÉ

Stratégie / Doctrine / Géopolitique / Influence

*Étude publiée sous l'égide de la VIF, think-tank se déclarant non partisan et indépendant, et rassemblant des universitaires, des diplomates, des experts politiques et des acteurs de l'économie • Les publications de la VIF s'attachent à fournir à l'Inde l'information nécessaire au développement de son influence • Analyses, synthèses et hypothèses • Pas d'horizon spécifique*

**ANAND Vinod, *Strategic Trends in Asia-Pacific and its Implications for India*, New Delhi : Vivekananda International Foundation (VIF), *Occasional Paper*, février 2014, 23 p. URL : <http://www.vifindia.org/sites/default/files/Strategic Trends in Asia-Pacific and its Implications for India.pdf>. Consulté le 14 avril 2014**

Cette étude présente les évolutions stratégiques qui affleurent en Asie dans un contexte caractérisé par des économies en croissance, des tensions géopolitiques de plus en plus fortes et le renforcement des armées régionales, en particulier l'armée chinoise. Ce document présente dans un premier temps le renforcement militaire chinois et les évolutions de la doctrine chinoise qui en découlent. La deuxième partie traite du basculement des forces des États-Unis vers l'Asie, et des questions d'influence qu'implique ce basculement. La troisième partie aborde la position des pays d'Asie du Sud-Est qui, pour faire face à la Chine, sont à la recherche de moyens de coopération et de renforcement de leurs propres forces. L'éventualité que l'ASEAN et d'autres organisations multilatérales puissent imposer des règlements à la Chine est abordée en quatrième partie. Enfin, la cinquième partie concerne la recherche d'équilibre de puissance poursuivie par les autres grandes nations d'Asie-Pacifique, et le rôle de l'Inde en la matière.

### DÉFENSE ET SÉCURITÉ

Espace / Technologie / Défense

*Étude de l'ORF, think-tank indien indépendant militant en faveur des intérêts et de l'influence de l'Inde, soutenu par les pouvoirs publics, des universitaires et des acteurs du privé • Rétrospectives, analyses et hypothèses • Recommandations de politique de défense et de communication*

**RAJAGOPALAN Rajeswari Pillai et ARVIND K. John, *A New Frontier: Boosting India's Military Presence in Outer Space*, New Delhi : Observer Research Foundation (ORF), *ORF Occasional Paper* vol. 50, janvier 2014, 46 p. URL : [http://orfonline.org/cms/export/orfonline/modules/occasionalpaper/attachments/occasionalpaper50\\_1392021965359.pdf](http://orfonline.org/cms/export/orfonline/modules/occasionalpaper/attachments/occasionalpaper50_1392021965359.pdf). Consulté le 14 avril 2014**

Ce document publié par l'ORF dresse un état des lieux de la recherche et des doctrines indiennes en matière de développement des systèmes à usage militaire dans l'espace. Partant d'un récapitulatif du passé de ces doctrines, qui conjuguèrent le rejet d'une militarisation de l'espace avec la promotion d'une recherche spatiale destinée à favoriser le développement économique du pays, cette synthèse présente dans un second temps le basculement de la pensée indienne, qui s'intéresse désormais davantage aux systèmes utiles à la défense. L'auteur fait ensuite une liste des applications militaires satellitaires, et montre où en sont les développements de l'Inde par rapport à d'autres puissances spa-

tiales. Les dernières parties sont consacrées aux questions relatives aux règlements internationaux sur l'utilisation de l'espace, à l'ouverture aux marchés privés, et aux limites que rencontre encore la militarisation de l'espace.

## RELATIONS INTERNATIONALES

Relations bilatérales / Inde / Afrique

*Livre tiré du First India Africa Strategic Dialogue, une conférence organisée par l'IDSA (think-tank indien indépendant spécialiste des relations internationales), à New Delhi en novembre 2011 • Pas d'horizon spécifique*

**BERI Ruchita (sous la dir. de), *India and Africa: Enhancing Mutual Engagement*, New Delhi : Institute for Defense Studies and Analyses (IDSA) / Pentagon Press, 2014, 187 p. URL : [http://www.idsa.in/system/files/Book\\_IndiandAfrica\\_RuchitBeri.pdf](http://www.idsa.in/system/files/Book_IndiandAfrica_RuchitBeri.pdf). Consulté le 14 avril 2014**

Ce livre milite pour une consolidation des partenariats existant entre les pays africains et l'Inde, ainsi que pour l'exploration de nouveaux domaines de coopération entre les deux territoires. Il traite des perspectives communes de l'Inde et de l'Afrique sur les questions mondiales, régionales et bilatérales. Il explore les points de vue et les perceptions de l'Inde et de l'Afrique sur les différents défis mondiaux actuels. Il cherche également des réponses à plusieurs questions telles que : « Dans quelle mesure les opérations de maintien de la paix effectuées par les forces onusiennes ont-elles été efficaces ? Quelles sont les causes de la montée de la piraterie dans l'océan Indien et existe-t-il une solution ? Comment renforcer la coopération économique entre l'Inde et l'Afrique ? Est-ce que la *diaspora* indienne joue un rôle important dans le renforcement des relations bilatérales ? »

## RELATIONS INTERNATIONALES

Inde / Japon / Relations commerciales

*Article de deux chercheurs de l'ORF, think-tank indien indépendant militant en faveur des intérêts et de l'influence de l'Inde, soutenu par les pouvoirs publics, des universitaires et des acteurs du privé • Analyse des données économiques et commerciales des deux pays*

**NATARAJ Geethanjali et ASHWANI Jain, *India-Japan Economic Partnership Agreement: Gains and Future Prospects*, New Delhi : Observer Research Foundation (ORF), *ORF Occasional Paper* vol. 50, février 2014, 50 p. URL : [http://orfonline.org/cms/export/orfonline/modules/occasionalpaper/attachments/occasionalpaper50\\_1393326944577.pdf](http://orfonline.org/cms/export/orfonline/modules/occasionalpaper/attachments/occasionalpaper50_1393326944577.pdf). Consulté le 14 avril 2014**

Les relations économiques entre l'Inde et le Japon se sont améliorées au cours des dernières années. La coopération entre les deux pays a été encore renforcée par la signature, en février 2011, du CEPA, le *Comprehensive Economic Partnership Agreement*. Ce document analyse les impacts de cet accord sur le commerce et les relations commerciales entre les deux pays, mais aussi dans d'autres domaines de coopération. Même si le bilan tiré reste provisoire, les auteurs constatent que la baisse des barrières tarifaires a permis d'accroître les exportations indiennes dans plusieurs secteurs comme la pharmacie, l'agriculture et le textile. Pour le Japon, les bénéfices concernent notamment l'automobile et les biens à

haute valeur ajoutée. L'article s'intéresse ensuite aux impacts futurs anticipés de l'accord, notamment commerciaux, mais aussi en termes d'investissements pour le Japon, par exemple dans les infrastructures en Inde.

## RELATIONS INTERNATIONALES

Coopération régionale / Asie / Organisation de coopération de Shanghai

*Étude de l'IDSA, think-tank indien indépendant spécialiste des relations internationales, en particulier dans le domaine de la stratégie et de la sécurité • Pas de méthodologie ni d'horizon spécifiques*

SINGH ROY Meena, *The Shanghai Cooperation Organisation: India Seeking New Role in the Eurasian Regional Mechanism*, New Delhi : Institute for Defense Studies and Analyses (IDSA), *IDSA Monograph Series* n° 34, février 2014, 118 p. URL : <http://www.idsa.in/system/files/monograph34.pdf>. Consulté le 14 avril 2014

L'Organisation de coopération de Shanghai (OCS) est une organisation régionale d'Asie, fondée en 2001, qui regroupe la Russie, la Chine, l'Ouzbékistan, le Tadjikistan, le Kazakhstan et le Kirghizistan. Elle a pour objectif d'améliorer la coopération régionale notamment en matière de sécurité. Membre observateur depuis 2005, l'Inde pourrait, dans les années à venir, devenir membre permanent de l'OCS. L'objectif de ce rapport est donc de mesurer les impacts d'une adhésion de l'Inde à l'OCS, d'étudier la question des marges de manœuvre de l'Inde au sein de ce groupement et les défis auxquels le pays pourrait être confronté. Il évoque également la stratégie à moyen-long terme que pourrait adopter l'Inde au sein de l'OCS.

## Royaume-Uni

### DÉFENSE ET SÉCURITÉ

Réforme de l'armée / Modèle de l'armée du futur / Critique du processus d'élaboration

*Rapport interne au Parlement britannique, réalisé par des parlementaires • Pas de méthode spécifique • Recommandations à l'usage du gouvernement • Horizon 2020*

HOUSE OF COMMONS DEFENCE COMMITTEE, *Future Army 2020: Ninth Report of Session 2013-14*, vol. 1, « Report, together with formal minutes and oral evidence », Londres : The Stationery Office Ltd, 6 mars 2014, 134 p. URL : <http://www.publications.parliament.uk/pa/cm201314/cmselect/cmdfence/576/576.pdf>. Consulté le 14 avril 2014

Ce rapport n'est pas un rapport prospectif, mais une critique émanant de la Chambre des communes contre la méthode utilisée par le ministère de la Défense pour préparer l'armée du futur, conformément à la *Strategic Defence and Security Review (SDSR) 2010*. Ce Livre blanc de la Défense britannique prévoyait la mise en œuvre d'un plan « Armée 2020 ». Les parlementaires estiment qu'il n'y a pas assez de concertation en la matière et que les décisions arrêtées concernant la transformation de la structure et des capacités des forces armées ne sont pas satisfaisantes. À titre d'exemple, le rapport critique le choix de réduction des effectifs militaires permanents de 12 000 personnes, et donc le fait de porter les

effectifs des forces armées à 82 000 permanents et 30 000 réservistes, sans que cela ait été discuté au National Security Council. Les recommandations faites sont tournées vers la nécessité de modifier la méthode utilisée, et ce dans la perspective de préparation de la *SDSR 2015*.

## RELATIONS INTERNATIONALES

**Relation Union européenne-Royaume-Uni / Maintien ou sortie du Royaume-Uni / Renégociation des traités / Impact pour le pays**

*Rapport publié par un think-tank britannique indépendant, spécialisé dans la politique étrangère, avec le soutien de la Commission européenne • Somme de contributions individuelles • Pas de méthode ni d'horizon spécifiques • Recommandations*

**HUG Adam (sous la dir. de), *Renegotiation, Reform and Referendum: Does Britain Have an EU Future?***, Londres : The Foreign Policy Center, février 2014, 64 p. URL : <http://fpc.org.uk/fsblob/1616.pdf>. Consulté le 14 avril 2014

S'il n'est pas à proprement parler un rapport prospectif, ce document étudie les enjeux pour le Royaume-Uni de son maintien dans l'Union européenne (UE). La plupart des contributions réunies — émanant de chercheurs, d'universitaires, de députés des deux bords, de représentants de la société civile (patronat, syndicat) — s'entendent pour dire qu'il est de l'intérêt du Royaume-Uni, notamment sur le plan économique, de demeurer dans l'UE, même si celle-ci doit être réformée. Les réformes souhaitées passent par une renégociation des relations que le Royaume-Uni entretient avec l'UE et doivent se traduire, notamment, par un renforcement du marché unique, c'est-à-dire une libéralisation économique accrue. Les positions défendues dans ce document s'opposent cependant à une partie de l'opinion publique et de la classe politique britanniques, pour qui le futur du Royaume-Uni passe par une sortie de l'UE ou bien par le rapatriement de nombreuses compétences de Bruxelles à Londres.

## RELATIONS INTERNATIONALES

**Langues étrangères / Commerce international / Éducation**

*Rapport du British Council, institution gouvernementale du Royaume-Uni visant à établir des relations culturelles entre le Royaume-Uni et d'autres pays • Pas de méthodologie spécifique • Horizon 2034*

**TINSLEY Teresa et BOARD Kathryn, *Languages for the Future: Which Languages the UK Needs Most and Why***, Londres : British Council, 2014, 48 p. URL : [http://www.britishcouncil.org/sites/britishcouncil.uk2/files/languages-for-the-future-report\\_4.pdf](http://www.britishcouncil.org/sites/britishcouncil.uk2/files/languages-for-the-future-report_4.pdf). Consulté le 14 avril 2014

Ce rapport identifie, dans l'ordre, l'espagnol, l'arabe, le français, le mandarin, l'allemand, le portugais, l'italien, le russe, le turc et le japonais, comme les langues les plus importantes pour le Royaume-Uni d'ici les 20 prochaines années. Elles ont été choisies en fonction des besoins économiques, géopolitiques, culturels et éducatifs du pays, et notamment des entreprises présentes au Royaume-Uni, mais également en fonction des entreprises britanniques implantées à l'étranger et des priorités diplomatiques et de sécurité du pays.

Ce rapport a pour objectifs de mettre l'accent sur la nécessité de développer l'apprentissage de certaines langues, encore trop peu enseignées dans les écoles du Royaume-Uni, et d'offrir aux entreprises un panorama des marchés les plus porteurs dans les années à venir.

## RESSOURCES STRATÉGIQUES

Alimentation / Agriculture / Politiques alimentaires

*Rapport de l'ODI, centre de recherche indépendant spécialisé dans le développement et l'environnement • Synthèse de la littérature existante et analyse des auteurs, chercheurs de l'ODI • Pas d'horizon spécifique*

**KEATS Sharada et WIGGINS Steve, *Future Diets: Implications for Agriculture and Food Prices*, Londres : Overseas Development Institute (ODI), janvier 2014, 133 p. URL : <http://www.odi.org.uk/sites/odi.org.uk/files/odi-assets/publications-opinion-files/8776.pdf>. Consulté le 14 avril 2014**

En 2013, près d'un adulte sur trois est obèse dans le monde. En 20 ans, le nombre d'habitants des pays en développement touchés par le surpoids ou l'obésité a triplé, et ils sont aujourd'hui près d'un milliard. Ce phénomène s'explique principalement par les évolutions de l'alimentation dans ces pays : baisse de la consommation de céréales, hausse de celle de viande, de graisse, de sucres... Si on assiste à une occidentalisation progressive des régimes alimentaires, le maintien de spécificités locales suggère cependant que des marges de manœuvre existent pour les politiques qui cherchent à influencer ces pratiques. Une incertitude forte demeure, pour l'avenir, concernant l'évolution mondiale de la consommation de viande, qui aura des impacts importants sur les besoins en terre, en eau et en céréales, mais aussi sur les marchés agricoles et sur la santé des populations. Or, selon les auteurs, plus les régimes alimentaires seront sobres en ressources, plus il sera facile de nourrir les neuf milliards d'habitants que devrait compter la planète d'ici 2050. ■

# Autres publications

## Afrique du Sud

---

### ► RELATIONS INTERNATIONALES

- HUTTON Lauren, *Internal and External Dilemmas of Peacebuilding in Africa*, Pretoria : Institute for Security Studies (ISS) Africa, *ISS Paper* n° 250, janvier 2014, 12 p. URL : <http://www.issafrica.org/uploads/Paper250.pdf>. Consulté le 10 avril 2014
- REITMAIER Angela, *Funding African Governance Institutions and Processes: Insights and Lessons*, Johannesburg : South African Institute of International Affairs (SAIIA), *Occasional Paper* n° 177, *Governance and APRM Programme*, février 2014, 40 p. URL : [http://www.saiia.org.za/doc\\_download/486-funding-african-governance-institutions-and-processes-insights-and-lessons](http://www.saiia.org.za/doc_download/486-funding-african-governance-institutions-and-processes-insights-and-lessons). Consulté le 10 avril 2014
- WENTWORTH Lesley et OJI Chijioke, *The Green Economy and the BRICS Countries: Bringing them Together*, Johannesburg : South African Institute of International Affairs (SAIIA), *Occasional Paper* n° 170, *Economic Diplomacy Programme*, décembre 2013, 17 p. URL : [http://www.saiia.org.za/doc\\_download/479-the-green-economy-and-the-brics-countries-bringing-them-together](http://www.saiia.org.za/doc_download/479-the-green-economy-and-the-brics-countries-bringing-them-together). Consulté le 10 avril 2014

## Allemagne

---

### ► DÉFENSE ET SÉCURITÉ

- ARBEITSKREIS INTERNATIONALE SICHERHEITSPOLITIK (Groupe de travail sur la politique internationale de sécurité), *Die deutsche Sicherheitspolitik braucht mehr Strategiefähigkeit [La politique allemande de sécurité a besoin de plus de capacité stratégique]*, Berlin : Friedrich Ebert Stiftung (FES), janvier 2014, 13 p. URL : <http://library.fes.de/pdf-files/id/ipa/10479.pdf>. Consulté le 10 avril 2014
- KLEIN Margarete et PESTER Kristian, *Russlands Streitkräfte: Auf Modernisierungskurs. Stand und Perspektiven der russischen Militärreform [Les Forces armées russes. Sur le chemin de la modernisation. État et perspectives de la réforme militaire russe]*, Berlin : Stiftung Wissenschaft und Politik (SWP), *SWP-Aktuell* n° 72, décembre 2013, 8 p. URL : [http://www.swp-berlin.org/fileadmin/contents/products/aktuell/2013A72\\_kle\\_pst.pdf](http://www.swp-berlin.org/fileadmin/contents/products/aktuell/2013A72_kle_pst.pdf). Consulté le 10 avril 2014
- KPMG, *Abschlussbericht der Studie zur Entwicklung von attraktiven und konkurrenzfähigen Dienstzeit- und Dienstzeitausgleichsmodellen für Soldatinnen und Soldaten [Rapport final de l'étude sur la mise en place d'horaires de travail plus attractifs et concurrentiels pour les soldats]*, Berlin : étude réalisée par KPMG pour le compte du ministère de la Défense allemand, rapport final remis en juin 2013, publié sur le site du ministère de la Défense allemand le 15 janvier 2014, 151 p. URL : <http://www.bmvg.de/re>



## ► RELATIONS INTERNATIONALES

GIANNINI Renata Avelar, *A Inserção de civis brasileiros no sistema ONU: oportunidades e desafios [L'insertion de civils brésiliens dans les missions de paix de l'ONU : opportunités et défis]*, Brasília / Rio de Janeiro : Instituto Igarapé, *Nota estratégica* n° 12, janvier 2014, 16 p. URL : [http://igarape.org.br/wp-content/uploads/2013/12/NE-12\\_A-inserção-de-civis-brasileiros.pdf](http://igarape.org.br/wp-content/uploads/2013/12/NE-12_A-inserção-de-civis-brasileiros.pdf). Consulté le 10 avril 2014

## Canada

### ► DÉFENSE ET SÉCURITÉ

• DEPARTMENT OF NATIONAL DEFENCE, *Science and Technology in Action: Delivering Results for Canada's Defence and Security*, Ottawa : Department of National Defence, décembre 2013, 29 p. URL : [http://www.drdc-rddc.gc.ca/assets/DRDC\\_Internet/docs/en/ST-Strategy.pdf](http://www.drdc-rddc.gc.ca/assets/DRDC_Internet/docs/en/ST-Strategy.pdf). Consulté le 10 avril 2014

• LACKENBAUER P. Whitney et MANICOM James, *Canada's Northern Strategy and East Asian Interests in the Arctic. East Asia-Arctic Relations: Boundary, Security and International Politics*, Waterloo (Ontario) : Centre for International Governance Innovation (CIGI), *CIGI Paper* n° 5, décembre 2013, 28 p. URL : [http://www.cigionline.org/sites/default/files/no5\\_4.pdf](http://www.cigionline.org/sites/default/files/no5_4.pdf). Consulté le 10 avril 2014

• STONE Craig, *Canadian-Australian Opportunities for Defence Procurement and Industry Cooperation*, Waterloo (Ontario) : Centre for International Governance Innovation (CIGI), *CIGI Paper* n° 22, janvier 2014, 20 p. URL : [http://www.cigionline.org/sites/default/files/no22\\_1.pdf](http://www.cigionline.org/sites/default/files/no22_1.pdf). Consulté le 10 avril 2014

### ► DÉFENSE ET SÉCURITÉ / RELATIONS INTERNATIONALES

SCRS (Service canadien du renseignement de sécurité), *Rapport public 2011-2013*, Ottawa : SCRS, janvier 2014, 69 p. URL : [https://www.csis-scrs.gc.ca/pblctns/nnlrprt/2011-2013/PublicReport\\_FRA\\_2011\\_2013.pdf](https://www.csis-scrs.gc.ca/pblctns/nnlrprt/2011-2013/PublicReport_FRA_2011_2013.pdf). Consulté le 10 avril 2014

## Chine

### ► RELATIONS INTERNATIONALES

• LI Xiao et LI Junjiu, « 美国的霸权地位评估与新兴大国的应对 [L'évaluation de l'hégémonie américaine et les réactions des BRICS] », *World Economics and Politics*, n° 1, 27 janvier 2014, p. 114-141, Institute of World Economics and Politics, Chinese Academy of Social Sciences (Pékin). URL : <http://ejournal.iwep.org.cn/home/details/366.htm>. Consulté le 10 avril 2014

• ZHU Zhongbo, *美国重返亚太与美台军事关系的发展 [La Politique des États-Unis en Asie-Pacifique et le développement des relations militaires États-Unis / Taiwan]*, Pé-

kin : China Institute of International Studies, 24 février 2014. URL : [http://www.ciis.org.cn/chinese/2014-02/24/content\\_6691136.htm](http://www.ciis.org.cn/chinese/2014-02/24/content_6691136.htm). Consulté le 10 avril 2014

## États-Unis

---

### ► DÉFENSE ET SÉCURITÉ

• HARRISON Todd, *The FY 2015 Defense Budget: Balancing Strategy and Resources*, Washington, D.C. : Center for Strategic and Budgetary Assessments (CSBA), mars 2014, 6 p. URL : <http://www.csbaonline.org/wp-content/uploads/2014/03/Balancing-Strategy-and-Resources-background.pdf>. Consulté le 10 avril 2014

• LIBICKI Martin C., « Why Cyber War Will Not and Should Not Have its Grand Strategist », *Strategic Studies Quarterly*, printemps 2014, p. 23-39, Air Force Research Institute (Maxwell Air Force Base). URL : [http://www.au.af.mil/au/ssq/digital/pdf/spring\\_2014/Libicki.pdf](http://www.au.af.mil/au/ssq/digital/pdf/spring_2014/Libicki.pdf). Consulté le 10 avril 2014

### ► DÉFENSE ET SÉCURITÉ / RELATIONS INTERNATIONALES

• CLAPPER James, *Statement for the Record: Worldwide Threat Assessment of the US Intelligence Community*, Washington, D.C. : Senate Select Committee on Intelligence, 29 janvier 2014, 31 p. URL : <http://www.intelligence.senate.gov/140129/clapper.pdf>. Consulté le 10 avril 2014

• SULLIVAN Alexander, *Charting the Contours of Asia's Megatrends*, Washington, D.C. : Center for a New American Security, *Policy Brief*, février 2014, 18 p. URL : [http://www.cnas.org/sites/default/files/publications-pdf/AsiaPacificMegatrends\\_policybrief\\_Sullivan.pdf](http://www.cnas.org/sites/default/files/publications-pdf/AsiaPacificMegatrends_policybrief_Sullivan.pdf). Consulté le 10 avril 2014

• *Implementation Plan for the National Strategy for the Arctic Region*, Washington, D.C. : Maison Blanche, janvier 2014, 33 p. URL : [http://www.whitehouse.gov/sites/default/files/docs/implementation\\_plan\\_for\\_the\\_national\\_strategy\\_for\\_the\\_arctic\\_region\\_-\\_fi....pdf](http://www.whitehouse.gov/sites/default/files/docs/implementation_plan_for_the_national_strategy_for_the_arctic_region_-_fi....pdf). Consulté le 10 avril 2014

### ► RESSOURCES STRATÉGIQUES

MURTHY Vineeth Atreyesh Vasudeva, *India's Solar Energy Future: Policy and Institutions*, Washington, D.C. : Center for Strategic and International Studies (CSIS Wadhawani Chair in U.S.-India Policy Studies), février 2014, 22 p. URL : [http://csis.org/files/publication/140224\\_Murthy\\_IndiaSolarEnergy\\_Web.pdf](http://csis.org/files/publication/140224_Murthy_IndiaSolarEnergy_Web.pdf). Consulté le 10 avril 2014

## Inde

---

### ► DÉFENSE ET SÉCURITÉ

BEHERA Laxman Kumar, *Defence Innovations in India: The Fault Lines*, New Delhi : Institute for Defence Studies and Analyses (IDSA), *Occasional Paper* n° 32, janvier 2014, 62 p.

URL : [http://www.idsa.in/system/files/OP\\_DefenceInnovationInIndia.pdf](http://www.idsa.in/system/files/OP_DefenceInnovationInIndia.pdf). Consulté le 10 avril 2014

## ► DÉFENSE ET SÉCURITÉ / RELATIONS INTERNATIONALES

• JOSHI Sharmila (sous la dir. de), *India-Myanmar: A New Impetus. Gateway House Policy Trip to Myanmar*, Mumbai : Gateway House (Indian Council on Global Relations), *Report* n° 10, février 2014, 82 p. URL : <http://www.gatewayhouse.in/wp-content/uploads/2014/02/India-Myanmar-A-New-Impetus.pdf>. Consulté le 10 avril 2014

• TAYAL Skand, *Emerging Security Architecture in East Asia: India's Strategy Towards the Koreas and Japan*, New Delhi : Institute of Peace and Conflict Studies (IPCS), *Issue Brief* n° 246, février 2014, 8 p. URL : [http://www.ipcs.org/pdf\\_file/issue/IB246-Skand-Tayal-IndiaEastAsia.pdf](http://www.ipcs.org/pdf_file/issue/IB246-Skand-Tayal-IndiaEastAsia.pdf). Consulté le 10 avril 2014

## Royaume-Uni

---

### ► DÉFENSE ET SÉCURITÉ

HOUSE OF COMMONS DEFENCE COMMITTEE, *Towards the Next Defence and Security Review: Part One, Seventh Report of Session 2013-14*, vol. 1, « Report, together with formal minutes and oral evidence », Londres : House of Commons, 18 décembre 2013, 93 p. URL : <http://www.publications.parliament.uk/pa/cm201314/cmselect/cmdfence/197/197.pdf>. Consulté le 10 avril 2014

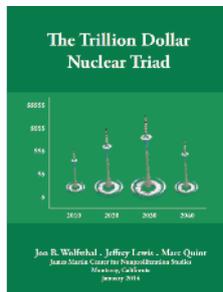
### ► DÉFENSE ET SÉCURITÉ / RELATIONS INTERNATIONALES

JOSHI Shashank et STEPHENS Michael, *An Uncertain Future: Regional Responses to Iran's Nuclear Programme*, Londres : Royal United Services Institute (RUSI), *Whitehall Report* n° 4-13, décembre 2013, 117 p. URL : <https://www.rusi.org/downloads/assets/WHR-4-13.pdf>. Consulté le 10 avril 2014

### ► RELATIONS INTERNATIONALES

LANG Arabella (sous la dir. de), *Germany's 2013 Election: Shaping the Future?*, Londres : House of Commons Library, *Research Paper* n° 13/73, 17 décembre 2013, 60 p. URL : <http://www.parliament.uk/briefing-papers/RP13-73.pdf>. Consulté le 10 avril 2014 ■

# FOCUS



**États-Unis**

## DÉFENSE ET SÉCURITÉ

États-Unis / Dissuasion et armement nucléaires

*Réalisé par un centre d'analyse non gouvernemental exclusivement spécialisé dans la recherche et la formation en matière de non-prolifération • Pas de méthode spécifique • Horizon à 30 ans*

**WOLFSTHAL Jon B., LEWIS Jeffrey et QUINT Marc, *The Trillion Dollar Nuclear Triad: US Strategic Nuclear Modernization over the Next Thirty Years*, Monterey : James Martin Center for Nonproliferation Studies, janvier 2014, 29 p. URL : [http://cns.miis.edu/opapers/pdfs/140107\\_trillion\\_dollar\\_nuclear\\_triad.pdf](http://cns.miis.edu/opapers/pdfs/140107_trillion_dollar_nuclear_triad.pdf). Consulté le 14 avril 2014**



**États-Unis**

## DÉFENSE ET SÉCURITÉ

États-Unis / Dissuasion et armement nucléaires

*Réalisé par un think-tank américain spécialisé dans les relations internationales et la défense, dans le cadre d'un contrat pour le compte de l'U.S. Air Force • Pas de méthode spécifique de prospective • Horizon variable (généralement 2030-2035)*

**CASTON Lauren, LEONARD Robert S., MOUTON Christopher A., OHLANDT Chad J.R., MOORE S. Craig, CONLEY Raymond E. et BUCHAN Glenn, *The Future of the U.S. Intercontinental Ballistic Missile Force*, Santa Monica : RAND Corporation, *Project Air Force*, début 2014, 188 p. URL : [http://www.rand.org/content/dam/rand/pubs/monographs/MG1200/MG1210/RAND\\_MG1210.pdf](http://www.rand.org/content/dam/rand/pubs/monographs/MG1200/MG1210/RAND_MG1210.pdf). Consulté le 14 avril 2014**

## Objectifs et résumé

Ce *focus* est consacré à deux documents traitant de l'avenir de la dissuasion nucléaire aux États-Unis, tous deux insistant sur le contexte de restriction budgétaire.

Le premier document, *The Trillion Dollar Nuclear Triad*, a été produit par le James Martin Center for Nonproliferation Studies, organisation non gouvernementale relevant du Monterey Institute of International Studies dont la particularité est d'être aussi un centre de recherche et d'enseignement sur la lutte contre la prolifération des armes de destruction massive. L'objectif du rapport est d'évaluer le coût réel du maintien de la dissuasion nucléaire américaine sur 30 ans. Il s'intéresse à l'ensemble de l'arsenal américain : la « triade » constituée de la composante terrestre (silos), aéroportée et océanique.

Le deuxième document, *The Future of the U.S. Intercontinental Ballistic Missile Force*, est une étude de la RAND effectuée pour l'U.S. Air Force, qui s'intéresse uniquement à la composante basée au sol. L'objectif de cette étude est d'évaluer quelle pourrait être l'ar-

chitecture optimale en termes de coûts et d'efficacité pour maintenir un arsenal d'ICBM (*Intercontinental Ballistic Missiles*) répondant aux impératifs de la dissuasion américaine.

### Méthode utilisée

Le premier document se présente comme une étude critique des estimations officielles du coût réel de la dissuasion nucléaire américaine. Il s'agit de projections budgétaires basées sur des sources officielles américaines (en particulier le « Rapport 1251 » de 2010<sup>1</sup>) à partir desquelles les auteurs ont effectué leurs propres calculs et évaluations en modifiant les hypothèses d'entrée officielles ou en ajoutant de nouvelles variables. Il ne fait cependant pas réellement appel à une méthodologie proprement prospective, ni à des scénarios construits.

Le second document n'est pas non plus à proprement parler prospectif, mais les auteurs utilisent une méthode pour identifier les différentes options possibles pour le futur des ICBM, avant de développer celle qui leur apparaît comme la plus crédible selon l'équation coût / efficacité.

### Données et informations à retenir

*The Trillion Dollar Nuclear Triad* est structuré en deux parties, l'une analytique, l'autre présentant les chiffres du coût projeté de la dissuasion. Le document insiste sur le fait que le gouvernement américain ne sait pas avec précision combien lui coûte la dissuasion, et que le programme de remplacement des différentes composantes n'est pas non plus clairement budgété, d'où une incertitude réelle quant à l'avenir de la triade. Le scénario le plus pessimiste selon les auteurs est le possible abandon de la composante aéroportée si les difficultés budgétaires persistent et si le programme relatif aux bombardiers n'est pas mené à son terme.

Le gouvernement estime, dans son Rapport 1251 de 2010, que le financement de la dissuasion pour la période 2011-2020 s'élèvera à 214 milliards de dollars US (125 milliards à la charge du département de la Défense, DoD, et 88 milliards pour celui de l'Énergie, DoE). L'étude critique cette estimation gouvernementale, qui comprendrait deux erreurs structurelles : l'absence d'évaluation précise du coût du remplacement des ICBM et des bombardiers stratégiques ; un horizon temporel trop proche — projection sur 10 ans —, alors que la période cruciale pour les programmes futurs devrait se situer dans la décennie 2020-2030.

Par ailleurs, l'ensemble des documents que le centre a étudiés pour produire ce rapport montre que les projections budgétaires ne prennent pas en compte l'ensemble du cycle de vie des programmes. *The Trillion Dollar Nuclear Triad* estime donc que l'évaluation du coût annuel fournie par le DoD — 12 à 16 milliards de dollars US — est bien en-deçà de la réalité. Sur 30 ans, cela ne représenterait « que » 480 milliards de dollars US. Or, l'étude avance des chiffres bien plus élevés (voir le tableau page suivante).

La différence avec les chiffres officiels tient à la prise en compte de nombreux facteurs négligés par le DoD, notamment les coûts de personnels et la gestion de la fin de vie des systèmes.

1. Nom donné à la section 1251 du *National Defense Authorization Act* de l'année 2010 (voir notamment la mise à jour de novembre 2010, URL : [http://www.lasg.org/CMRR/Sect1251\\_update\\_17Nov2010.pdf](http://www.lasg.org/CMRR/Sect1251_update_17Nov2010.pdf). Consulté le 14 avril 2014).

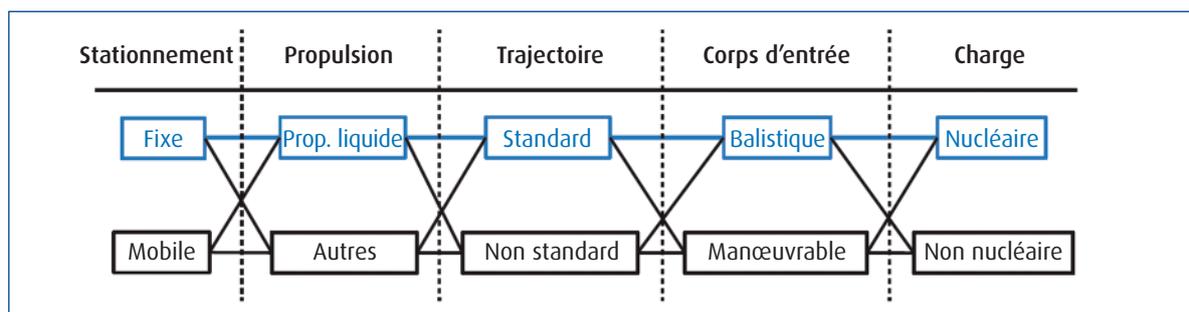
Évaluation du coût sur 30 ans de la dissuasion nucléaire aux États-Unis (en milliards de dollars US)	
Programme / élément	Coût sur 30 ans
Maintien des programmes en cours	240-270
Activités militaires de la National Nuclear Security Administration	350
Commandement, contrôle, communication (C3)	120
Suite du <i>Minuteman III</i> *	20-120
Missile de croisière LRSO*	10-20
SNLE* de classe Ohio	77-102
Bombardier stratégique de prochaine génération	55-100
<b>Total</b>	<b>872-1082</b>

\**Minuteman* : missile balistique intercontinental américain à ogive nucléaire lancé depuis le sol ; LRSO : *long-range standoff* (à longue portée) ; SNLE : sous-marins nucléaires lanceurs d'engins.

Le deuxième document, *The Future of the U.S. Intercontinental Ballistic Missile Force*, évalue l'évolution de la force stratégique basée au sol à l'horizon 2030-2035 afin d'identifier quelle est la meilleure option pour garantir cette composante de la triade, le tout dans un contexte d'incertitude budgétaire. Après avoir présenté une brève analyse du rôle des forces nucléaires stratégiques américaines (dissuader une attaque nucléaire contre les États-Unis ; empêcher une course aux armements ; se conformer aux accords de réduction des armements ; maintenir des capacités militaires optimales ; dissuader les puissances nucléaires régionales), le rapport de la RAND expose, dans son deuxième chapitre, le cadre méthodologique pour décider du contour futur de l'ICBM. Il estime que la modernisation de l'ICBM *Minuteman III* est la meilleure option possible.

La suite du document, très technique, présente les caractéristiques que devra posséder le futur ICBM (notamment la propulsion, les caractéristiques de trajectoire, les corps de rentrée ou encore la charge utile). Enfin, le rapport s'achève par une évaluation des coûts selon les différentes alternatives possibles pour les futurs ICBM.

Les différentes options sont représentées selon le schéma suivant :



Quelques éléments du rapport sont intéressants sur la vision de la RAND. D'une part, la composante terrestre ne saurait être remise en cause. D'autre part, seule la Russie est actuellement, et dans un futur prévisible, capable de s'attaquer aux ICBM américains. La Chine en serait incapable à l'horizon 2030-2035. Le seul danger identifié serait une rupture majeure dans la nature de la menace, tant en qualité qu'en quantité.

L'un des points clefs du programme des ICBM du futur, dans le cas où l'option d'une version modernisée des *Minuteman III* devait être retenue, est constitué par le stock de missiles disponibles pour les essais. En effet, si une force opérationnelle de 420 missiles est

préservée, il n'y aura plus de missiles pour effectuer des essais en 2030. Si la force est réduite à 400 missiles, cela libère 20 missiles pour les essais, repoussant l'échéance à 2035.

Enfin, pour lier ce document au précédent, une analyse des coûts 2012-2050 des différentes options est proposée (tableau ci-contre).

Option	Coût (milliards de dollars US)
Modernisation des <i>Minuteman III</i>	60-90
Acquisition de <i>Minuteman IV</i>	80-130
Acquisition de <i>Minuteman V</i>	130-200

Si la période considérée est un peu plus longue que celle étudiée dans le premier rapport, on peut voir que *The Trillion Dollar Nuclear Triad* n'évalue la poursuite du programme *Minuteman III* qu'entre 20 et 120 milliards de dollars US, ce qui constitue donc une estimation plutôt basse.

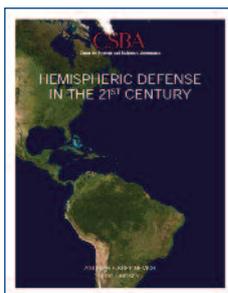
## Conclusions et analyse critique

*The Trillion Dollar Nuclear Triad* propose plusieurs recommandations. D'une part, le Congrès devrait demander au département du Budget, au DoD et au DoE de produire un rapport annuel sur le coût de la dissuasion prenant en compte l'ensemble des facteurs, notamment le développement, les acquisitions, la mise en œuvre, la maintenance ou encore les coûts de personnel.

Il recommande également d'aligner le format de la dissuasion nationale sur les réalités géopolitiques et fiscales, prônant ainsi une réduction du nombre d'armes nucléaires. Enfin, il encourage les décideurs à ouvrir un débat public sur la question des coûts prévisibles afin d'obtenir le soutien de l'opinion. Les auteurs insistent en effet sur le fait qu'un tel effort (un milliard de milliards de dollars US) a déjà été entrepris dans le passé pour le nucléaire, mais que l'opinion publique d'alors, en pleine guerre froide, avait apporté tout son soutien aux différents gouvernements.

Les conclusions de *The Future of the U.S. Intercontinental Ballistic Missile Force* sont essentiellement techniques : option d'une modernisation du *Minuteman III*, propulsion solide, etc. L'une des interrogations réside dans une relative incertitude sur les trajectoires, les corps d'entrée et la charge utile. Pour cette dernière, l'option d'une charge conventionnelle est envisageable dans un nombre très restreint de cas.

Ces deux documents, très techniques (l'un sur les aspects budgétaires, l'autre essentiellement sur les aspects technologiques), présentent une limite similaire : ils ne traitent pas, sauf d'une manière très superficielle, de l'évolution de la menace prévisible. Le rapport de la RAND, surtout, est rédigé dans l'idée que les États-Unis ne peuvent diminuer drastiquement leurs forces nucléaires sans remettre en cause la sécurité du pays. On est ici dans une « prospective du pire », l'essence même de la dissuasion étant de se préparer à une telle situation. On est donc loin d'un monde sans armes nucléaires tel que le président Obama l'appelait de ses vœux lors du discours de Prague en avril 2009. ■



## États-Unis

### DÉFENSE ET SÉCURITÉ

États-Unis / Continent américain

Rapport du CSBA, centre d'analyse spécialisé dans la défense et la sécurité créé en 1983 • Méthode des tendances et des scénarios • Un scénario à l'horizon 2022 • Recommandations politiques

KREPINEVICH Andrew F. et LINDSEY Eric, *Hemispheric Defense in the 21<sup>st</sup> Century*, Washington, D.C. : Center for Strategic and Budgetary Assessments (CSBA), décembre 2013, 84 p. URL : <http://www.csbaonline.org/wp-content/uploads/2014/01/Hemispheric-Defense-in-the-21st-Century.pdf>. Consulté le 14 avril 2014

## Objectifs et résumé

Cette étude publiée par le Center for Strategic and Budgetary Assessments a pour objectifs d'évaluer les risques et menaces actuels et futurs pesant sur l'« Hémisphère », et de définir une stratégie pour garantir sa défense au XXI<sup>e</sup> siècle. « Hémisphère » désigne, dans la rhétorique politique des États-Unis, l'ensemble du continent américain. Il faut également entendre « défense de l'Hémisphère » comme désignant la défense des intérêts des États-Unis en premier lieu, et donc de l'ensemble du continent américain. Dès l'introduction, les auteurs insistent sur la pertinence toujours actuelle de la doctrine Monroe. Contrairement à la production très abondante d'études et de rapports sur la défense et la sécurité tournés vers le Moyen-Orient, et de plus en plus vers l'Asie-Pacifique, ce document vise à souligner l'importance primordiale du continent américain dans la sécurité des États-Unis.

Andrew F. Krepinevich est le président du CSBA, ancien officier, universitaire, et notamment l'auteur de *7 Deadly Scenarios: A Military Futurist Explores War in the 21<sup>st</sup> Century* (New York : Bantam, 2009). Il se présente donc comme un prospectiviste spécialisé dans les questions militaires. Eric Lindsey, analyste au CSBA, universitaire, est également un prospectiviste spécialisé dans les questions de défense.

## Méthode utilisée

Le chapitre 3 est entièrement consacré à un scénario qui se déroule en 2022 au Mexique. Sa forme est narrative. Pour élaborer ce scénario, les auteurs ont utilisé les tendances sur la sécurité régionale identifiées dans le chapitre précédent. Il s'agit donc de la construction d'un scénario à partir de tendances (mais sans réelle rupture), plusieurs menaces se cumulant pour aboutir, volontairement selon les auteurs, à une situation très problématique pour les États-Unis. L'objectif de ce scénario, précisent-ils, est de mettre en place une stratégie de défense appropriée.

La démarche méthodologique adoptée sur l'ensemble du document est : identification des tendances historiques (chapitre 1) ; identification des tendances sécuritaires régionales (chapitre 2) ; scénario (chapitre 3) ; élaboration d'une stratégie et recommandations (chapitre 4).

## Données et informations à retenir

Dès l'introduction, la doctrine Monroe est citée comme l'illustration que depuis près de deux siècles, les Américains ont parfaitement intégré la reconnaissance de l'Amérique la-

tine comme région d'intérêt vital pour la sécurité des États-Unis. Historiquement, toute indifférence de Washington à l'égard de cette région s'est traduite par des tentatives extérieures d'accroître leur influence sur le continent.

► Dans le premier chapitre, les auteurs s'efforcent d'identifier des tendances récurrentes clefs dans la défense de l'Hémisphère. La première identifiée concerne les éléments durables ou constants de la stratégie américaine dans cette région : les adversaires des États-Unis peuvent exploiter la proximité de l'Amérique latine pour détourner Washington d'autres théâtres où les intérêts américains sont menacés ; la stratégie américaine vise à nier l'accès du continent à des puissances rivales, et non à imposer un contrôle direct sur la région ; les actions préventives sont privilégiées sur les mesures réactives. La deuxième grande tendance historique est que les puissances rivales des États-Unis ont rarement utilisé une projection de puissance militaire classique vers le continent, et ont davantage utilisé une stratégie indirecte, notamment en s'appuyant sur des relais locaux <sup>1</sup>. La troisième tendance explique que les puissances rivales se sont souvent associées à des pays amis avec qui elles n'avaient que peu de points communs mis à part la volonté de nuire aux États-Unis (par exemple, l'Iran et le Venezuela). L'existence de régions peu, mal ou non gouvernées, ainsi que la présence concomitante de groupes non étatiques ont toujours posé un problème de sécurité dans l'Hémisphère.

► Le deuxième chapitre s'attache à déceler les tendances impliquant la région pouvant avoir un impact significatif sur la sécurité des États-Unis dans la prochaine décennie. Ces tendances sont analysées en termes de menaces et sont de trois ordres. La première est la longue histoire du banditisme et du crime organisé en Amérique latine, aujourd'hui dominée par les cartels de la drogue (40 milliards de dollars US de trafic annuel). Ces cartels, notamment au Mexique, disposent d'armes de plus en plus lourdes et ses membres spécialisés dans le combat (*sicarios*) sont de mieux en mieux entraînés. Les cartels contrôlent *de facto* plusieurs régions. Les zones rurales de non-droit dans la partie nord-est de l'Amérique latine (Colombie, Venezuela, Équateur, Pérou, Bolivie) prospèrent sur la culture de la coca et l'existence de mouvements narco-révolutionnaires comme les FARC (Forces armées révolutionnaires de Colombie). La deuxième menace identifiée est l'existence d'un axe anti-américain en Amérique latine, l'Alliance bolivarienne (ALBA) menée par des régimes populistes et socialistes (*sic*) comme le Venezuela, la Bolivie ou Cuba. Enfin, la troisième menace concerne les puissances extérieures rivales, en premier lieu l'Iran, qui dispose de relais régionaux, mais aussi la Russie et la Chine. Il existe aussi des menaces hybrides, comme le Hezbollah, présent en Amérique latine, mouvement non étatique qui plus est lié à l'Iran.

► Le troisième chapitre, entièrement narratif, est un scénario « noir » qui met en scène une crise majeure au Mexique au début des années 2020. Il a été construit en faisant converger plusieurs éléments issus du chapitre précédent. Ce scénario raconte l'affaiblissement puis le quasi-écroulement de l'État mexicain, plongé dans une guerre extrêmement violente contre les cartels, ces derniers recevant l'assistance plus ou moins directe de l'Iran, mais aussi de la Chine et de la Russie. Les États-Unis se trouvent dans l'obligation de réagir, y compris militairement, à la fois pour sécuriser la frontière face à l'afflux quotidien de milliers de migrants, mais aussi pour porter assistance aux autorités mexicaines de plus en plus démunies. Le scénario s'appuie ainsi sur la conjonction de menaces identifiées précédemment : les cartels, les zones de non-droit, l'ingérence de puissances extérieures (et surtout l'Iran, qui a procédé à un essai nucléaire en 2018).

1. Cette stratégie indirecte est en outre bien moins coûteuse pour l'adversaire, alors que les États-Unis doivent allouer d'importants moyens financiers, matériels et humains pour la contrer.

► Le quatrième et dernier chapitre propose une stratégie spécifique pour assurer la défense de l'Hémisphère. Le but de cette stratégie est de maintenir la stabilité de la région et de faire respecter la doctrine Monroe. Elle se décline en trois objectifs dont le rapport détaille les moyens d'y parvenir. Le premier objectif est de lutter contre les cartels et les acteurs non étatiques. Pour ce faire, les auteurs préconisent une sécurité renforcée aux frontières, mais aussi des opérations pour vaincre les acteurs non étatiques. Ces derniers prospérant dans les zones grises, il s'agit pour Washington de soutenir les États luttant pour restaurer leur autorité dans ces zones. L'action américaine doit, dans la mesure du possible, être avant tout indirecte. Le deuxième objectif est de contenir l'ALBA par un ensemble de moyens diplomatiques et économiques, notamment en renforçant les partenariats commerciaux avec les États latino-américains qui le souhaitent. Enfin, le troisième objectif est de minimiser l'influence de puissances extérieures. En luttant contre les acteurs non étatiques et en contenant l'ALBA, les États-Unis amenuisent les opportunités pour Pékin, Moscou et Téhéran de renforcer leur influence locale. Encore une fois, les auteurs préconisent le renforcement de partenariats, notamment dans les domaines de la sécurité et du commerce, avec les pays qui le souhaitent. Les États-Unis doivent demeurer le partenaire de sécurité de référence pour ces pays. L'option de l'intervention militaire demeure l'ultime recours, si toutes les autres options ont échoué. La dernière recommandation préconise la préparation de réponses analogues à celles utilisées par les puissances rivales en Amérique latine, mais dans leurs propres zones d'influence, pour les menacer en cas de danger pour les États-Unis.

## Conclusions et analyse critique

L'étude se conclut en rappelant que la stratégie de défense de l'Hémisphère n'est pas sans risque. Elle exige, comme toute autre, l'allocation de ressources et se trouve confrontée à de nombreux éléments que les États-Unis ne peuvent maîtriser. Cette stratégie fait face à d'autres priorités géopolitiques, tout aussi importantes, comme les défis au Moyen-Orient ou en Asie-Pacifique. L'Amérique latine apparaît donc, dans un contexte budgétaire contraint, comme un théâtre « d'économie de force », appropriée pour des raisons culturelles. En effet, une approche trop directe se heurterait à l'héritage historique des interventions militaires américaines dans la région, renforçant l'opposition à l'« impérialisme *yankee* ».

Plusieurs critiques peuvent être formulées sur ce document :

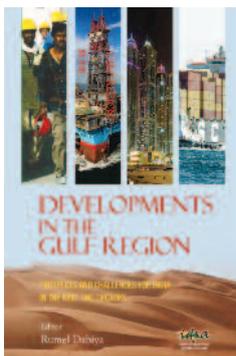
► La différence entre « défense de l'Hémisphère » (titre du document), qui implique donc celle de l'ensemble du continent américain, et défense des États-Unis n'est pas évidente. Cela s'explique probablement par le fait que les auteurs ne font pas de distinction précise entre les deux. Ce qui est bon pour les États-Unis est donc bon pour le continent. Cette posture ne peut que renforcer le sentiment que les États-Unis agissent bien en Amérique comme une puissance impérialiste.

► Le document assume d'ailleurs résolument son attachement à la doctrine Monroe. Ainsi, les auteurs estiment que la présence de puissances rivales en Amérique latine est un danger pour la sécurité des États-Unis. On pourrait leur opposer le fait que la Russie et la Chine, par exemple, n'emploieraient ici qu'une stratégie analogue à celle exercée par Washington. Ainsi, la crise ukrainienne est-elle perçue en Russie comme le résultat de l'activisme américain en faveur des pro-Occidentaux qui veulent se débarrasser de la tutelle de Moscou. La Chine, pour sa part, pourrait arguer que ce sont les États-Unis qui sont « envahissants », avec leur présence militaire massive et leur réseau d'alliés à proximité immédiate de ses frontières.

► Les auteurs ont une grille de lecture relativement manichéenne des rapports de forces, avec d'un côté les « bons », États-Unis et États alliés en Amérique latine, et de l'autre les « mauvais », en mettant quasiment à égalité la Russie, la Chine, l'Iran et sa force Al-Qods, le Hezbollah, les FARC, les cartels mexicains, ou encore les États membres de l'ALBA, qui seraient tous animés par la volonté de nuire aux intérêts américains.

► Parmi les recommandations stratégiques, la lutte contre la pauvreté est presque absente des actions indirectes, l'accent étant mis sur la coopération de sécurité, l'assistance pour rétablir l'autorité de l'État, ou encore le renforcement des relations économiques et commerciales bilatérales.

► Enfin, il est possible de regretter la présence d'un seul scénario, qui plus est pas très original (guerre des cartels et effondrement d'un État). Il a certes le mérite de toucher directement un lectorat américain pour qui la perspective de migrations massives venant du sud est ressentie comme une menace tout à fait réelle. Mais d'autres scénarios, comme l'installation de missiles iraniens au Venezuela, la déstabilisation de l'arc des Caraïbes ou le sabotage du canal de Panama auraient pu être intéressants. ■



## Inde

### DÉFENSE ET SÉCURITÉ / RELATIONS INTERNATIONALES

Inde / Pays du Golfe / Moyen-Orient / Scénarios

*Étude de l'IDSIA, think-tank indien indépendant spécialiste des relations internationales, en particulier dans le domaine de la stratégie et de la sécurité • Études de terrain, interviews et échanges entre experts • Identification de tendances et construction de scénarios • Horizon 2030 • Recommandations politiques*

DAHIYA Rumel (sous la dir. de), *Developments in the Gulf Region: Prospects and Challenges for India in the Next Two Decades*, New Delhi : IDSIA (Institute for Defence Studies and Analyses), 2014, 210 p. URL : [http://www.idsa.in/system/files/book\\_gulfregion.pdf](http://www.idsa.in/system/files/book_gulfregion.pdf). Consulté le 14 avril 2014

## Objectifs et résumé

La région du Golfe comprend neuf pays : l'Iran, l'Irak, les six États du CCG, le Conseil de coopération du Golfe (Arabie Saoudite, Oman, Koweït, Bahreïn, Émirats arabes unis et Qatar), et le Yémen. Elle assure 70 % de la consommation d'énergie de l'Inde et héberge environ six millions d'expatriés indiens — soit un tiers de la *diaspora* indienne mondiale — qui envoient chaque année 30 milliards d'euros dans leur pays natal. Les relations économiques entre les deux régions sont aussi en plein essor. Mais la situation de ces pays évolue rapidement, ce qui constitue à la fois une opportunité pour l'Inde sur le plan économique, et un enjeu sur le plan sécuritaire. En effet, le Golfe héberge à la fois de nombreuses ressources naturelles stratégiques, et une concentration unique de tensions et d'incertitudes géopolitiques, encore accentuées par les printemps arabes.

L'objectif de ce rapport de l'IDSA est d'analyser les évolutions en cours et à venir de la région du Golfe et du Moyen-Orient, afin de contribuer à déterminer les priorités d'action et de collaboration de l'Inde avec ces pays. Les experts proposent trois scénarios de développement pour la région à l'horizon 2030 et formulent des recommandations.

### Méthode utilisée

Ce rapport a été rédigé par de nombreux experts indiens de l'IDSA. Il s'appuie sur des recherches et des entretiens menés dans la région du Golfe, des échanges avec des experts et des universitaires spécialistes de cette région et de la politique étrangère indienne. Les experts de l'IDSA ont analysé les tendances émergentes à l'œuvre dans ces pays sur le plan social, politique, économique et sécuritaire, avec un *focus* particulier sur les pays du CCG. Ils ont aussi analysé les principales tendances à l'œuvre dans les pays du Moyen-Orient, notamment la Turquie, l'Égypte et l'Iran, ainsi que le Yémen et la Syrie. Ces tendances concernent cinq domaines : politique, sécurité, énergie, commerce et migrants ; pour chacune sont étudiées les implications qui en découlent pour la politique étrangère indienne dans la région.

Trois scénarios contrastés ont été construits pour les pays du Golfe à l'horizon 2030, basés sur les tendances lourdes pour la région dans les cinq domaines cités. Les travaux des experts ont été complétés par des tables rondes et des interviews de spécialistes de plusieurs disciplines, notamment des diplomates, des universitaires et des analystes.

### Données et informations à retenir

Les experts de l'IDSA considèrent que l'avenir de la région du Golfe sera déterminé par une interaction complexe de facteurs internes et externes. Au niveau mondial, l'évolution de la région sera notamment influencée par la conjoncture économique et son impact sur les prix des énergies fossiles. Au niveau régional, plusieurs phénomènes pourraient aussi jouer un rôle, notamment les conflits ethniques historiques et la situation politique des différents pays.

Le Moyen-Orient traverse actuellement une période mouvementée, qui fait suite aux printemps arabes de 2010. Même si ces révolutions ne sont pas encore réellement achevées, elles ont contribué à accélérer certains changements politiques et sociaux. Mais une incertitude forte demeure concernant la nature des régimes politiques qui pourraient être instaurés, car les transitions politiques actuelles restent très précaires et gérées par des partis politiques qui manquent d'expérience dans l'exercice du pouvoir. Ces régimes pourraient à nouveau être contestés dans les années à venir, surtout s'ils ne parviennent pas à répondre aux revendications de leurs populations.

Selon les experts, même si les monarchies du Golfe n'ont pour l'instant pas été concernées par ces soulèvements, elles devront elles aussi faire face à l'évolution des attentes et à de nouvelles revendications de la part de leurs habitants. Or, ces processus de modernisation politique pourraient avoir des implications politiques et économiques importantes.

Des analyses détaillées de la situation de chacun des pays et de la nature de leurs relations avec l'Inde sont ensuite proposées. Historiquement, l'Inde a toujours veillé à construire des relations bilatérales « équidistantes » entre les pays du Golfe. Mais depuis quelques années, elle a tendance à renforcer ses liens avec Israël, l'Iran et l'Arabie Saoudite. De leur côté, les pays du CCG cherchent à diversifier leur portefeuille de clients pour les exporta-

tions d'hydrocarbures, alors que les États-Unis et l'Europe souhaitent diminuer leur dépendance : ceux-là sont donc prêts à renforcer les échanges avec l'Inde.

Plusieurs tendances lourdes sont identifiées :

- ▀ L'instabilité politique devrait rester élevée au Moyen-Orient à l'horizon 2030, en lien notamment avec les révoltes populaires en cours. De nouvelles forces politiques pourraient s'imposer, par exemple les partis islamistes, au prix de transitions parfois violentes.
- ▀ Les risques de conflits devraient aussi rester importants, notamment entre l'Arabie Saoudite et l'Iran, mais aussi au sein de la Palestine et de l'Iran.
- ▀ De nouvelles rivalités pourraient apparaître en Asie, entre les pays dépendant des ressources des pays du CCG, comme l'Inde, la Chine, le Japon et la Corée du Sud.
- ▀ Les pays du CCG devraient rester très dépendants des travailleurs temporaires migrants, dans de nombreux secteurs et à divers niveaux de qualification.

Trois scénarios sont ensuite imaginés pour la région à l'horizon 2030 :

#### ▀ Scénario 1. « Camel Ride »

En 2030, l'équilibre des pouvoirs est de plus en plus précaire au sein du Moyen-Orient. Alors que la région a poursuivi son processus de démocratisation, les pays du CCG demeurent des monarchies et se rapprochent de l'Iran. Le Yémen, la Syrie et l'Irak restent très fragiles, et menacent la sécurité de la région. Un équilibre précaire est donc maintenu dans la région, très dépendant des relations entre l'Arabie Saoudite et l'Iran.

Sur le plan économique, l'énergie reste la principale source de revenus des pays du Golfe, la baisse des exportations vers les États-Unis ayant été compensée par la hausse de celles vers l'Asie. La Chine est devenue leur principal client, mais aussi l'un de leurs principaux fournisseurs de biens de consommation. L'Inde a développé ses relations, notamment commerciales, avec plusieurs pays, mais n'a pas réussi à s'imposer comme interlocuteur privilégié pour la prise en charge des enjeux régionaux.

#### ▀ Scénario 2. « Blooming Desert »

En 2030, le Moyen-Orient apparaît plus apaisé : même si certains problèmes persistent (comme le conflit israélo-palestinien ou l'extrémisme religieux), l'Iran renonce au nucléaire, ce qui permet un rapprochement diplomatique avec les pays du Golfe et l'Irak.

Sur le plan interne, les pays du CCG évoluent plus ou moins rapidement vers des monarchies constitutionnelles, mieux à même de prendre en compte les revendications de leurs habitants. Elles œuvrent aussi à la diversification de leurs économies, à l'amélioration de la valeur ajoutée de leurs exportations et à la modernisation de leurs systèmes éducatifs. Cette nouvelle donne économique et politique des pays du Golfe a des impacts positifs sur les autres pays du Moyen-Orient.

#### ▀ Scénario 3. « The Perfect Desert Storm »

L'État d'Iran décide de tester l'arme nucléaire à la fin des années 2020 dans l'espoir de rallier des protestataires internes sous la bannière du nationalisme. Cette décision déstabilise la région et se traduit par une course à l'arme nucléaire dans les pays voisins, qui menace l'état de paix jusqu'alors précaire de la région. Les alliances interétatiques sont redéfinies, le gouvernement chiite d'Irak se rallie à l'Iran, alors que les soulèvements de

populations chiites dans les autres pays se multiplient. La situation se dégrade et entraîne un affolement des marchés de l'énergie, une grande volatilité des prix, et donc une détérioration de la conjoncture économique et l'essor d'énergies alternatives. L'instabilité géopolitique met en danger les travailleurs migrants, notamment originaires d'Inde, cette dernière ayant condamné l'essai nucléaire iranien. L'Inde et la Chine tentent de réduire les tensions régionales, l'Égypte et la Turquie jouent les médiateurs.

## Conclusion et analyse critique

Ces scénarios mettent en avant plusieurs tendances lourdes transversales pour l'Inde. En particulier, sa dépendance énergétique envers la région devrait continuer à s'accroître, ce qui la placerait dans une position de forte vulnérabilité en cas de crise. Son poids géopolitique pourrait aussi s'accroître, alors que le contexte politique et sécuritaire du Moyen-Orient pourrait rester instable et imprévisible. L'Inde pourrait aussi encourager les pays du Golfe à envisager des réformes qui aillent dans le sens des attentes de leurs habitants.

Mais elle devra veiller à ne pas s'immiscer dans les conflits régionaux, et réussir à trouver un équilibre dans ses relations diplomatiques entre les pays du CCG et l'Iran. Les experts recommandent aussi la création d'une organisation institutionnelle rassemblant tous les États de la région afin de faciliter les discussions stratégiques entre eux, et de renforcer le positionnement diplomatique de l'Inde.

Il est cependant dommage que les auteurs de ce rapport n'évoquent que très peu le rôle diplomatique et stratégique d'autres pays comme la Chine, les États-Unis ou l'Europe. Même si le poids de ces derniers pourrait diminuer à l'avenir, ils pourraient néanmoins tenter d'établir ou de renforcer des alliances bilatérales pour maintenir leur influence dans cette région stratégique. Il aurait d'ailleurs aussi été intéressant d'envisager un rapprochement plus important des pays méditerranéens avec l'Union européenne, et ses impacts sur le Moyen-Orient. ■



## Royaume-Uni

### RELATIONS INTERNATIONALES

**Interdépendances mondiales / Nouvelles puissances / Nouvelles menaces / Grandes tendances / Place de l'UE**

**Travail collectif mené par deux influents think-tanks espagnol (FRIDE) et britannique (Chatham House) • Rapport commandé par la Commission européenne • Tendances relatives à l'évolution du monde et au futur rôle de l'UE • Pas de méthodes prospectives ni de recommandations spécifiques • Horizons 2019 et 2030**

**GREVI Giovanni, KEOHANE Daniel, LEE Bernice et LEWIS Patricia, *Empowering Europe's Future: Governance, Power and Options for the EU in a Changing World*, Londres / Madrid : Chatham House / FRIDE (Fundación para las relaciones internacionales y el diálogo exterior), décembre 2013, 147 p. URL : [http://www.chathamhouse.org/sites/default/files/public/Research/Europe/Europe\\_Future.pdf](http://www.chathamhouse.org/sites/default/files/public/Research/Europe/Europe_Future.pdf). Consulté le 15 avril 2014**

Diligenté par la Commission européenne à la demande de plusieurs institutions européennes et rédigé de manière indépendante, ce rapport s'interroge sur le rôle de l'Union européenne (UE) dans un monde en cours de transformation radicale. Il s'inscrit dans le cadre de l'*European Strategy and Policy Analysis System* (ESPAS), projet initié en 2010 et conduit par une *task force* interinstitutionnelle comprenant le Parlement européen, le secrétariat général du Conseil de l'Union, la Commission européenne et le service d'action extérieure de l'Union.

### Objectifs et résumé

Ce document dresse un état des lieux général des tendances internationales en cours, ainsi que le portrait de la scène internationale en 2030. Les auteurs évaluent ensuite les implications pour l'UE des variables et phénomènes identifiés comme façonnant le monde de demain.

► **Interdépendance globale.** Selon les auteurs, le monde de 2030 sera un monde polycentrique et plus incertain parce que moins prédictible. Il se caractérisera par une interdépendance économique accrue, par une nouvelle architecture de puissance, et par des incertitudes liées aux innovations technologiques et aux impacts transnationaux d'événements imprévisibles. Les auteurs relèvent d'ailleurs que les interdépendances ne seront pas qu'économiques et qu'elles auront tendance à devenir globales, créant par la même occasion des sources de vulnérabilité supplémentaires.

► **Redistribution de la puissance.** La redistribution du pouvoir qu'engendre la montée en puissance économique et commerciale de certains États s'opèrera en direction de l'Asie, où la Chine et l'Inde devraient peu à peu égaler la puissance économique des États-Unis et de l'UE, tandis que d'autres puissances régionales comme l'Indonésie, l'Iran, la Turquie, le Nigeria en Afrique, pourraient émerger comme des puissances moyennes. Les changements de l'ordre de la puissance seront aussi le produit d'une nouvelle géographie mondiale de la recherche scientifique et technologique ; ce qui aura également des conséquences en matière de redistribution de la puissance militaire. Enfin, les auteurs rappellent que ces progrès auront pour conséquence une dépendance accrue à l'égard de certaines

technologies, notamment tout ce qui a trait aux systèmes informatiques intelligents et interconnectés.

► **Transformation des violences et des conflits.** Les auteurs pointent du doigt le maintien des conflits intraétatiques et le regain des conflits interétatiques du fait notamment de déstabilisations régionales. Ils craignent les usages violents qui pourraient être faits des avancées technologiques à venir. De même, ils reprennent à leur compte des conclusions désormais largement partagées quant aux liens entre changement climatique, compétition pour les ressources et conflictualité.

► **Une nouvelle gouvernance mondiale incertaine.** S'agissant de la manière dont la gouvernance mondiale s'organisera, les auteurs estiment que la multiplication des acteurs internationaux influents (gouvernements, entreprises, organisations non gouvernementales, réseaux transnationaux) et la redistribution de la puissance rendront encore plus difficiles les coopérations internationales. Le rapport s'interroge, sans apporter de réponse, sur le fait de savoir si les nouvelles puissances de demain se décideront à assumer, en retour, davantage de responsabilités internationales. De nouveaux mécanismes de coopération multilatérale devront donc être trouvés, alors que pourrait se multiplier la pratique des coalitions à la carte.

► **L'Europe, un « superpartenaire ».** Le Vieux Continent devrait voir sa puissance matérielle diminuer à l'horizon 2030, mais forte de son expérience de coopération multilatérale, l'UE pourrait devenir un « superpartenaire » pour d'autres acteurs du monde, plus qu'une « superpuissance ».

## Méthode utilisée

Le rapport ne repose pas sur une méthode prospective spécifique. Cependant, sa rédaction a suivi différentes étapes clairement identifiées qui permettent de comprendre le processus d'élaboration de la réflexion prospective.

► **Séminaires et groupes de travail.** Ces séances de travail collectif se sont déroulées en quatre phases, et ont réuni des experts et des membres des institutions européennes :

1) Cinq séminaires ont été organisés à Bruxelles entre février et septembre 2013, réunissant des experts européens et extraeuropéens. Trois séminaires étaient thématiques (les sources de la puissance, le changement de nature de la sécurité, les caractéristiques de la gouvernance au XXI<sup>e</sup> siècle) ; les deux autres étaient consacrés à discuter des *drafts* intermédiaires et des hypothèses des auteurs.

2) Une enquête auprès de nombreux experts internationaux (chercheurs, universitaires, praticiens) couvrant les différents champs de l'étude (démographie, économie, sécurité, innovation, ressources) a été réalisée, sollicitant leur analyse et leurs compétences sur un certain nombre de questions.

3) Un *draft* du rapport a fait l'objet d'une évaluation par un panel de quatre personnalités qualifiées.

4) Trois *workshops* ont également été organisés à Berlin (en coopération avec le bureau du German Marshall Fund des États-Unis), Londres et Paris (en coopération avec la Fondation pour la recherche stratégique) pour tester les hypothèses de travail auprès des communautés d'experts et praticiens des trois capitales européennes.

► **Un vaste appareil bibliographique.** Les auteurs ont emprunté leurs données, leurs analyses et leurs tendances à différentes sources à partir desquelles ils ont composé ce qui leur apparaît comme l'évolution de la scène internationale et le rôle possible de l'UE dans cette nouvelle configuration mondiale. Le rapport se termine par une bibliographie de 25 pages réunissant des documents issus des organisations internationales (Organisation des Nations unies, Banque mondiale, etc.) et de nombreux travaux plus académiques issus du monde de la recherche (universitaires ou *think-tanks*).

## Données et informations à retenir

Les tendances politiques internationales envisagées à l'horizon 2030 reposent sur la prise en compte de quatre variables quantitatives dont les évolutions contribueront tout à la fois à rendre le monde encore plus interdépendant et à redéfinir l'architecture mondiale de la puissance, sur fond de compétition autour des ressources et de changement climatique.

► **Démographie.** La population mondiale se concentrera en Asie et en Afrique. En 2030, 97 % de la croissance de la population mondiale proviendrait des pays émergents ou en développement. L'Europe ne compterait plus alors que pour 6 % de la population mondiale. En 2030, les classes moyennes asiatiques pourraient représenter les deux tiers des classes moyennes mondiales (contre 25 % aujourd'hui) et 60 % de leur consommation.

► **Économie.** La croissance économique annuelle moyenne attendue au cours des 20 prochaines années serait de 2,2 % pour les pays de l'OCDE contre presque 6 % pour les pays hors OCDE. En 2030, le produit intérieur brut mondial se répartirait comme suit : 15 % à 17 % pour l'UE (contre 28 % en 2010) ; 16 % à 18 % pour les États-Unis (contre 26 % en 2010) ; 23 % à 28 % pour la Chine (9 % en 2010).

► **Science et innovation technologique.** La compétition en la matière va devenir très intense. Outre les États-Unis qui devraient conserver leur place de *leader*, l'UE risque de perdre de son influence au profit des puissances asiatiques dont le niveau d'investissement en la matière et les résultats en termes de publications ou de brevets ne vont cesser d'augmenter. À titre d'exemple, la progression de la Chine en termes de publications scientifiques a été de l'ordre de 15 % par an entre 1995 et 2009.

► **Domaine militaire.** À l'horizon 2030, les États-Unis resteront la puissance militaire prééminente, malgré les efforts déployés par la Chine et l'Inde pour renforcer leur potentiel militaire. Les auteurs estiment cependant que pour des raisons budgétaires, politiques et géostratégiques, les États-Unis devraient réduire leur présence militaire à l'étranger et diriger depuis l'arrière (*lead from behind*) en renforçant leurs alliances, en particulier avec l'Europe, le Japon et la Corée du Sud. Les dépenses militaires de l'Inde devraient dépasser celles des principaux États européens vers 2020. En 2022, aucun État européen ne ferait partie des cinq premiers États en termes de dépenses militaires.

► **Capacités militaires.** Outre la robotisation de la guerre qui sera pour partie déterminée par les investissements technologiques et dont les États-Unis devraient rester *leaders*, les auteurs estiment qu'il est possible, compte tenu de l'importance que prendront les espaces maritimes, que les États-Unis renoncent à investir à l'avenir dans des porte-avions ou des bâtiments de grande envergure, pour privilégier des navires de moindre taille, mieux équipés pour des opérations amphibies, ou des navires côtiers, voire des sous-marins.

► **Puissance cumulée.** Les auteurs appuient leurs analyses et leur scénario sur l'« indice de puissance mondiale » du National Intelligence Council des États-Unis. Au regard des facteurs de puissance quantitatifs évoqués précédemment, la Chine devrait dépasser l'UE comme puissance mondiale vers 2015-2020, et les États-Unis vers 2030. Selon ce scénario, l'Inde dépasserait pour sa part l'UE vers 2030 et rattraperait les États-Unis vers 2045 — avec la Russie et le Japon derrière eux.

► **Climat, énergie, ressources naturelles : des sources de conflit possibles.** Les auteurs pointent les régions et les États qui pourraient faire l'objet de tensions et de conflits pour l'une de ces raisons (bassin du Nil, lac Tchad, Somalie / Éthiopie, les deux Soudan, mer de Chine orientale, ou encore mer de Chine du Sud). S'agissant des conséquences du changement climatique, la Banque mondiale estime, selon les auteurs, qu'en 2025, la raréfaction de l'eau et des récoltes agricoles pourrait affecter 1,4 milliard de personnes, dans 36 États.

► **Menaces et conflits.** Les auteurs s'inquiètent notamment des risques d'instabilité en Afrique subsaharienne, au Moyen-Orient ou en Asie du Sud. Changement climatique, sous-développement, inégalités économiques, raréfaction des ressources, violences religieuses ou ethniques, migrations — tout cela sous couvert de croissance démographique — sont des phénomènes qui pourraient se combiner à l'avenir et déstabiliser les États de ces régions, engendrer des conflits intraétatiques, voire s'étendre aux pays voisins.

► **Apparition de nouveaux systèmes de référence normatifs.** Sous l'effet de la montée en puissance de nouveaux acteurs internationaux, de nouveaux systèmes de normes et de valeurs peuvent entrer en concurrence avec celles issues du monde occidental.

► **Retour du régionalisme.** Les auteurs pointent également le possible retour du régionalisme et du rôle des organisations régionales, comme réponse aux difficultés de la coopération au niveau mondial.

► **La coopération Sud-Sud.** Celle-ci est amenée à se développer à l'avenir, et pas uniquement en matière commerciale.

## Conclusions et analyse critique

Entre 2014 et 2019, quatre orientations devraient faire l'objet d'une attention et d'une action particulières de la part de l'UE, et ainsi servir sa politique de partenariat :

- participer au renforcement de la mise en place d'un marché mondial sur le plan commercial ;
- jouer un rôle de *leadership* international dans la promotion des énergies durables et la lutte contre le réchauffement climatique, tout en sécurisant ses approvisionnements énergétiques ;
- s'impliquer dans la prévention des conflits en intervenant sur les facteurs de crise et en renforçant la coopération entre États ;
- devenir une puissance d'innovation technologique, fondement de sa prospérité future ; selon les auteurs, le domaine des innovations technologiques est une variable centrale de l'évolution du monde à l'horizon 2030, qui pourrait contribuer à modifier le rôle des acteurs sur la scène internationale et à en faire émerger d'autres.

La principale caractéristique de ce rapport est de constituer un travail de synthèse mobilisant de nombreuses données et de nombreuses analyses issues de différents champs. Les tendances qui se dégagent ne sont certes pas nouvelles, mais elles établissent un portrait du monde de 2030 relativement complet.

De plus, en fixant à l'UE quelques options internationales pour la prochaine mandature européenne, 2014-2019, il offre des pistes de réflexion et d'action pour les décideurs. Ces orientations ne sont toutefois possibles que parce que le rapport a choisi de ne pas interroger le futur de l'UE en tant que tel. Option à la fois bienvenue car elle permet d'éviter de voir l'UE à nouveau focalisée sur elle-même, mais en même temps hypothèse dont les implications sur l'action et le potentiel futur de l'UE ne sont pas négligeables.

En supposant l'UE comme un acteur homogène et unifié, le rapport évite d'envisager un monde sans UE. Une hypothèse qui aurait pourtant le mérite d'évaluer la réalité du poids international de l'Union. ■

## Pourquoi un Observatoire de la prospective internationale de défense ?

À l'image des rapports de prospective géostratégique et géopolitique réalisés par la Délégation aux affaires stratégiques (DAS) au cours des dernières années, nombre de ministères de la Défense étrangers élaborent et publient des analyses de référence à caractère prospectif et géostratégique. Concentrées jusqu'à présent dans les pays anglo-saxons, ces approches ont connu un relatif essor au cours des dernières années au sein d'autres pays occidentaux et émergents.

Au-delà de cette approche institutionnelle, les acteurs privés (instituts de recherche) et publics (universités, etc.) produisent régulièrement, par eux-mêmes, un corpus de travaux prospectifs intéressant directement ou indirectement la défense. Ils représentent une source ouverte d'information dense et de qualité, dont les points de convergence avec les travaux institutionnels peuvent être par ailleurs importants.

Pour identifier ces travaux, la DAS a créé un observatoire en charge du suivi des études internationales de nature prospective intéressant la défense à un horizon de 10 à 30 ans. Cet observatoire donne lieu à une veille sur les travaux de prospective issus de neuf pays (Afrique du Sud, Allemagne, Australie, Brésil, Canada, Chine, États-Unis, Inde, Royaume-Uni). Des rapports trimestriels rendent compte des principaux documents identifiés ; certains d'entre eux font l'objet d'une analyse plus approfondie. Six notes d'analyse thématiques annuelles complètent les travaux de l'observatoire.

La création et les activités de cet observatoire ont été confiées à un consortium réunissant la Compagnie européenne d'intelligence stratégique (CEIS), l'Institut de relations internationales et stratégiques (IRIS) et Futuribles.

### Qu'est-ce que la prospective ?

Démarche d'anticipation, la prospective n'a pas pour autant comme ambition de prédire l'avenir. Elle se fixe en revanche comme objectif d'étudier avec rigueur les futurs possibles en germe dans la situation actuelle. Cette prospective dite exploratoire est le plus souvent développée comme instrument d'aide à la décision.

Le terme « prospective » peut recouvrir différentes pratiques qui vont de l'exploration se voulant la plus objective possible des futurs envisageables, à l'expression de visions plus ou moins structurées et argumentées. Quelle que soit leur méthodologie, les démarches prospectives dont il est rendu compte dans le cadre de cet observatoire ont pour ambition de servir ou d'orienter les politiques publiques des États, ou les stratégies des acteurs non étatiques.

Les rapports trimestriels de l'Observatoire de la prospective internationale de défense sont publiés par la Délégation aux affaires stratégiques (DAS).

**Comité de rédaction :** Matthieu Anquez (CEIS), Robert Chaouad (IRIS), François de Jouvenel (Futuribles) et Jean-Pierre Maulny (IRIS)

**Conception graphique et secrétariat de rédaction :** Stéphanie Debruyne (Futuribles)

© DAS, 2014 - Publié le 17 avril 2014

**Informations - contact :** Nicolas Bronard, DAS, ministère français de la Défense  
E-mail [nicolas.bronard@defense.gouv.fr](mailto:nicolas.bronard@defense.gouv.fr)